

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## Les relations entre de Gaulle et Monnet: «le duel du siècle»

Qu'aurait pensé le général de Gaulle du Mécanisme européen de stabilité?

par Rita Müller-Hill

En toute hâte, encore ce printemps, le Bundestag doit voter le mécanisme européen de stabilité (MES). En plus des milliards d'euros que l'on va extorquer aux contribuables des Etats membres et dont nous sommes informés de temps en temps par nos quotidiens, le MES représente un abandon presque total des droits de souveraineté. En particulier, il empiète largement sur le droit «régalien» de chaque parlement de voter le budget de l'Etat. Le MES reprend aux peuples la plus grande partie de ce qu'il leur reste de souveraineté et les soumet à un Conseil des gouverneurs et à un Directoire aux pouvoirs dictatoriaux. Peuvent être membres de ces organes des représentants du pouvoir exécutif des pays membres, mais aussi des non-Européens. Un contrôle ou un droit de regard par les parlements ne sont pas prévus. Le volume du Fonds peut être augmenté à volonté sans l'aval des parlements nationaux, c'est-à-dire que ces sommes vont être prises dans les budgets des Etats membres. Ceux-ci n'ont aucun droit de veto. Aussi une résiliation de l'accord n'est-elle pas possible. L'adhésion est «irrévocable». Le Fonds ne relève pas des droits nationaux. Son Conseil des gouverneurs, son Conseil d'administration et tout son personnel jouissent d'une immunité juridique et sont libérés de tout impôt.<sup>1</sup>

Le général de Gaulle avait vu venir ce qu'Eric Roussel écrit avec enthousiasme sur Jean Monnet: «Ce qui compte encore une fois, c'est l'esprit des débuts. A cet égard, le terme de «génie» n'est pas déplacé à mon sens. En portant cette première atteinte à la souveraineté absolue des Etats, Monnet a ouvert une brèche capitale. Là est vraiment l'essentiel.»<sup>2</sup>

«[...] les conditions nécessaires pour que puissent vivre les peuples des Etats européens sans perdre de leur souveraineté dans une Europe libre et pacifique constituée d'Etats indépendants, démocratiques, liés par l'amitié et le respect mutuel.»

Pourquoi la plupart des médias ne nous informent-ils pas du projet de cette «loi de pleins pouvoirs» qu'est le «Mécanisme européen de stabilité»? Pourquoi la plupart de nos politiques n'en parlent-ils pas ouvertement? Pourquoi en minimisent-ils la portée?<sup>3</sup>

Au début des années 60, le général de Gaulle, président de la République française, dont les relations avec Monnet ont été qualifiées de «duel du siècle»,<sup>4</sup> s'est exprimé maintes fois sur ce que devait être la communauté européenne. Il s'est prononcé sur les conditions nécessaires pour que puissent vivre les peuples des Etats européens sans perdre de leur souveraineté dans une Europe libre et pacifique constituée d'Etats indépendants, démocratiques, liés par l'amitié et le respect mutuel. Cela fait du bien de se rappeler ces propos du général. Sa vision peut nous servir de boussole aujourd'hui, dans une période de politique sans principes, d'une politique européenne «des experts» qui, en l'absence de contrôle par les peuples souverains et sans légitimité démocratique, concoctent dans les coulisses du pouvoir des mesures au profit de leurs «anciens» patrons (Goldman Sachs, par exemple).

Depuis peu, l'actuel Premier ministre italien Mario Monti ne parle déjà plus de «peuples» mais de «populations» d'Europe, terme qui, jusqu'ici, n'était pas utilisé pour désigner le peuple souverain.<sup>5</sup>

### Une dictature «régionaliste»

Peut-être qu'il nous prépare déjà aux Etats nations morcelés en régions, tels qu'ils sont salués dans «Le Monde» du 17 février 2012 à propos de la Catalogne: «Notre idée de l'Europe du futur, c'est plus d'Europe, moins d'Etats centraux et plus de gouvernements

une expression administrative de la réconciliation franco-allemande décidée douze ans plus tôt avec le plan Schuman.»<sup>8</sup>

L'idée que se faisait le général de Gaulle d'une Europe d'Etats souverains est apparue nettement au plus tard en 1954, depuis l'échec de la Communauté européenne de défense (CED): Le général de Gaulle évoque l'Europe des nations souveraines et se prononce contre l'Europe supranationale. Le fait qu'un peuple se soumette à un vote majoritaire de députés étrangers (d'un «aréopage») lui semble comparable au risque

des peuples, mais qu'elle peut et doit résulter de leur systématique rapprochement.»<sup>13</sup>

De Gaulle s'oppose donc explicitement au caractère supranational des institutions européennes et se prononce pour un organe politique de type intergouvernemental, constitué de membres des gouvernements nationaux et respectant la souveraineté des nations européennes.<sup>14</sup>

### Il faut organiser des référendums

Charles de Gaulle voulait construire «l'Europe des peuples et des Etats» conforme à la double exigence de réalisme et de démocratie.

Le postulat démocratique, tout d'abord, signifie pour Charles de Gaulle baser la construction européenne sur l'acceptation des peuples, au-delà de la seule volonté des dirigeants politiques. Il préconise donc l'organisation de référendums.<sup>14a</sup>

«Cette Europe prendra naissance si ses peuples, dans leur profondeur, décident d'y adhérer. Il ne suffira pas que des parlements votent une ratification. Il faudra des référendums populaires.»<sup>15</sup>

«Quels sont les piliers sur lesquels on peut bâtir l'Europe? En vérité, ce sont des Etats qui sont, certes, très différents les uns des autres, qui ont chacun son âme à soi, son histoire à soi, sa langue à soi, ses malheurs, ses gloires, ses ambitions à soi, mais des Etats qui sont les seules entités qui aient le droit d'ordonner et l'autorité pour agir. Se figurer qu'on peut bâtir quelque chose qui soit efficace pour l'action et qui soit approuvé par les peuples en dehors et au-dessus des Etats, c'est une chimère.»<sup>16</sup>

Le lecteur se sera rendu compte que chaque phrase de ces propos exprime le respect de la volonté du peuple et de l'Etat démocratique et que l'éventualité d'une soumission à un quelconque «leadership» est considérée comme un abandon de son identité.

Dans le «duel du siècle», il s'agissait bien de cela: pour de Gaulle, du respect de la volonté du peuple et donc du respect de la souveraineté et pour Monnet d'abandon de la souveraineté et du règne des «experts» au mépris de la volonté du peuple et de ses amis américains.

Le MES, avec son Directoire et son Conseil de gouverneurs échappant à tout contrôle et leur pleins pouvoirs de facto pour intervenir dans les budgets des Etats «partenaires» quand cela leur paraît nécessaire, ne correspond nullement à la souveraineté si chère à de Gaulle. Le MES nous mène directement dans «l'oppression» prévue par de Gaulle, à l'asservissement par une puissance étrangère. Pour de Gaulle, le rapport entre l'abandon de la souveraineté et la soumission à l'hégémonie d'une puissance étrangère était évident. Une nation qui perd sa souveraineté ne peut plus prendre de décisions indépendantes, ni en politique intérieure ni en politique extérieure. Et si on intégrait plusieurs de ces peuples «décapités» comme des «marrons dans une purée de marrons»? Cela ne mènerait pas à des décisions indépendantes mais ce serait un tiers qui en tirerait profit en s'imposant.

De Gaulle envisageait le rôle que pourrait jouer une Europe des nations indépendante au milieu des tensions de la guerre froide: celui d'une force médiatrice entre les blocs au service de la paix. Le monde d'aujourd'hui aurait bien besoin d'une telle force.

Ne faudrait-il pas imaginer une solution? Même si les tenants de l'idéologie de Monnet

## Au service de la paix

De Gaulle envisageait le rôle que pourrait jouer une Europe des nations indépendante au milieu des tensions de la guerre froide: celui d'une force médiatrice entre les blocs au service de la paix. Le monde d'aujourd'hui aurait bien besoin d'une telle force.

territoriaux. Une Europe plus fédérale avec plus de pouvoir à Bruxelles, moins de pouvoir à Paris, à Madrid ou à Berlin, mais plus de pouvoir à Barcelone ou à Toulouse. Les Etats traditionnels ne seront plus exactement pareils. Ils vont perdre du pouvoir au bénéfice de l'Europe. Si un jour nous avons un Etat, nous n'aurons pas d'armée, ni de politique extérieure propre, ni le contrôle des frontières et des douanes, ni une monnaie, ni une banque centrale. Mais nous aurons les politiques de proximité, les services publics de base, les infrastructures, la sécurité intérieure et la fiscalité [...]» C'est ce qu'a déclaré Artur Mas, président du gouvernement régional de Catalogne.<sup>6</sup>

Ainsi, tous les Etats nations européens seront placés sous tutelle. Le président de la Catalogne nous montre le modèle idéal d'un membre de l'UE. Il renonce d'avance à toutes les libertés, réduit la Catalogne à une entreprise de services pour l'Europe. Un des acquis de Lumières, la citoyenneté du citoyen, n'existe plus.

Souvenons-nous ici du programme américain comme l'a décrit Jean Monnet dans ses «Mémoires»: «La coopération sur un pied d'égalité des Etats-Unis avec l'Europe divisée et morcelée est impossible. Elle est possible seulement parce que la France et l'Allemagne unies ont commencé à créer une vaste entité européenne et la perspective d'une sorte de seconde Amérique.»<sup>7</sup>

Pour le général de Gaulle, l'alliance entre l'Allemagne et la France était une affaire personnelle. Rappelons-nous le Traité de l'Elysée de 1963 dont le point essentiel était la réconciliation et la libre coopération des deux nations, sans immixtion de tiers. Mais elle fut empêchée par le fameux préambule dont l'auteur était très vraisemblablement Monnet lui-même, comme nous l'apprenons par ses «Mémoires»: «Entre-temps, nous avions établi un texte interprétatif que les stratèges parlementaires traduisirent en forme de préambule qui fut voté à l'unanimité par le Bundestag le 25 avril. On y évoquait «le maintien et le renforcement de la cohésion des peuples libres, et en particulier une étroite coopération entre les Etats-Unis et l'Europe, la défense commune dans le cadre de l'OTAN, l'union de l'Europe, y compris la Grande-Bretagne». Ce préambule et cette unanimité remettaient les choses en l'état, et le traité ainsi compris perdait son caractère d'alliance politique exclusive pour devenir

de se soumettre à un «fédérateur» étranger ou à un pouvoir hégémonique qui pourrait contraindre des nations récalcitrantes à accepter des décisions étrangères.<sup>9</sup>

«Pourtant, il est clair qu'aucun des peuples n'admettrait de confier son destin à un aréopage principalement composé d'étrangers [...]. Il est clair enfin que fondre dans une politique multilatérale atlantique la position de l'Europe, ce serait faire en sorte qu'elle-même n'en ait aucune et, dès lors, on ne voit pas pourquoi elle en viendrait à se confédérer.»<sup>10</sup>

«On a vu donc nombre d'esprits préconiser pour l'Europe, non point une politique indépendante, rattachée dans ce domaine, comme dans celui de la défense et celui de l'économie, à un système atlantique, c'est-à-dire américain, et subordonnée par conséquent à ce que les Etats-Unis appellent leur «leadership». [...] C'est pourquoi la France, [a refusé de] laisser l'Europe s'enliser et s'enliser elle-même dans une artificieuse entreprise qui eût dépouillé les Etats, égaré les peuples et empêché l'indépendance de notre continent [...]»<sup>11</sup>

### «... comme on intègre des marrons dans une purée de marrons»

Une intégration européenne supranationale conduirait à une dissolution des nations («comme le sucre dans le café») et à une uniformisation des peuples européens: «La France savait aussi bien que quiconque, en tout cas beaucoup mieux que ceux qui ne sont pas européens, qu'il ne peut y avoir d'Europe qu'en vertu de ses nations, que, de par la nature et l'Histoire, notre continent est tel que la fusion n'y est que confusion, à moins qu'elle ne soit l'oppression, qu'on n'est pas un européen si l'on est un apatride, que, par exemple, Chateaubriand, Goethe, Byron, Tolstoï – pour ne parler que des romantiques – n'auraient rien valu du tout en volapük ou en espéranto, mais qu'ils sont toujours de grands écrivains de l'Europe parce que chacun d'eux s'inspira du génie de son pays.»<sup>12</sup>

«Chaque peuple est différent des autres, avec sa personnalité incomparable, inaltérable, irréductible. Si vous voulez que des nations s'unissent, ne cherchez pas à les intégrer comme on intègre des marrons dans une purée de marrons. [...] Je crois donc qu'à présent, non plus qu'à d'autres époques, l'union de l'Europe ne saurait être la fusion

## «La France et l'Allemagne face à l'Union européenne»

Fin janvier 2012, a eu lieu à l'Université Paris 8, Saint-Denis, un congrès consacré au sujet «La France et l'Allemagne face à l'Union européenne». Les organisateurs étaient le «Comité souveraineté nationale» sous la direction d'Alain Bournazel ainsi que Zeit-Fragen/Horizons et débats.

hg. Après les souhaits de bienvenue d'Alain Bournazel et du représentant de Zeit-Fragen/Horizons et débats, Jean-Luc Schaffhauser, délégué général de la Fondation Capec et président de l'Académie européenne prit la parole. Il parla sur le thème «Kann es ein deutsches Europa geben?» (Une Europe allemande serait-elle possible?).

### Actuellement nous travaillons pour les banques

Schaffhauser a commencé son intervention en se référant à l'unité de l'Europe telle qu'elle fut pensée par Charlemagne en tant qu'idée universelle de la chrétienté sur le plan culturel, intellectuel et politique. En comparaison, l'UE actuelle avec ses institutions dès le début purement économiques représente un projet perverti qui ne tient nullement compte de la multitude et des particularités des peuples. Autrefois, nous avions une économie sociale de marché: l'économie travailla en faveur de la société, en faveur des êtres humains. La politique publique fut la force régulatrice du bien commun. Il s'agissait du bien-être de tous. Aujourd'hui nous travaillons pour les banques. La politique libérale s'oppose idéologiquement à toute correction.

Tant que les pays individuels disposèrent de la souveraineté monétaire, ils furent en mesure de compenser les fluctuations de leurs économies nationales en réévaluant et dévaluant leur monnaie. Depuis l'introduction de l'euro cette possibilité n'existe plus et les écarts entre les économies nationales se sont aggravées. L'Allemagne en a profité et a pu maintenir son niveau de salaires et d'inflation. De plus, elle dispose, grâce à son industrie traditionnelle, d'un avantage concurrentiel. 85% des bénéfices allemands se font à l'intérieur de l'UE. Les excédents d'exportations font les déficits des autres pays de l'UE: tandis que l'Allemagne exporte avant tout dans l'espace de l'euro, la France et l'Italie exportent beaucoup plus dans l'espace du dollar et dans d'autres pays. Ce modèle ne tient pas debout et provoque des ressentiments envers l'Allemagne. Quand les pays du Sud s'effondreront, l'Allemagne s'effondrera également. On n'aurait pu maintenir ce système qu'en investissant les bénéfices du Nord dans le Sud, pour que le Sud soit capable d'exporter à son tour vers le Nord. Mais au lieu de cela, on a effectué des investissements erronés sur le plan de l'immobilier et des services, ce qui n'a pas amélioré la solvabilité de ces pays. Un tourisme-fantôme est devenu «vache sacrée».

Au lieu de maintenir cette optique purement libérale où la «liberté» prime sur la coopération, l'Allemagne devrait retrouver la solidarité. En outre, en Europe on devrait revenir au protectionnisme dans les pays individuels.

«La politique publique fut la force régulatrice du bien commun. Il s'agissait du bien-être de tous. Aujourd'hui nous travaillons pour les banques. La politique libérale s'oppose idéologiquement à toute correction.»

### La dissolution de l'UE devrait se faire bientôt et de façon ordonnée

Roland Hureauux, essayiste, membre du comité scientifique de la Fondation Charles de Gaulle, a parlé au sujet «La monnaie unique, un problème culturel».

Chaque pays européen a son histoire, ses particularités linguistiques, culturelles, idéelles et économiques et sa mentalité. Par conséquent, les économies nationales se construisent de manière différente. Selon Hureauux, avant l'introduction de l'euro, les différences des économies nationales ont toujours pu être égalisées par les cours du change. Madame Thatcher par exemple a rendu possible l'essor économique de son pays en dévaluant la livre sterling et non pas en premier lieu en libéralisant l'économie. Les monnaies nationales et leurs cours du change servaient en plus de signaux d'alarme fiables en ce qui concerne l'endettement d'un pays.

Puis on introduisit l'euro en promettant d'harmoniser l'économie européenne. Ce fut le contraire qui fut le cas. L'écart entre les pays s'est aggravé. Pendant que l'Allemagne accuse un taux d'inflation de 5 à 6%, en Espagne il se situe à 20 à 30% et en Grèce à 50%.

Une autre conséquence de l'intégration européenne se manifeste dans le fait que l'intérêt de connaître les Etats voisins diminue, avant tout dans le domaine de la langue et de la culture. Aujourd'hui, on fait moins d'efforts d'apprendre l'allemand et le français, et l'on se rend moins visite. Par contre on va en Chine ou dans d'autres pays éloignés, et l'on apprend l'anglais. Aujourd'hui on attise les animosités au lieu d'encourager les connaissances linguistiques et culturelles, a déclaré Hureauux. En encourageant l'apprentissage de l'anglais, on dérangerait entre autre aussi l'amitié franco-allemande. L'UE irait dans le fond à l'encontre d'une coopération franco-allemande. Hureauux se montre en colère que le Portugal, l'Italie l'Irlande, la Grèce et l'Espagne soient désignés comme des pays PIGS. Par son indignation et en exigeant que les relations au sein de l'UE se doivent de reposer sur le respect mutuel, il a dit tout haut ce que les auditeurs pensent tout bas.

La dissolution de l'UE devrait intervenir bientôt et de façon ordonnée. Il faut retrouver la reconnaissance des différences qui se basent sur la réalité des cultures, sur le respect et non pas sur le mépris. Les vrais Européens, c'est nous, qui nous engageons pour une Europe des patries.

### Non à l'empire mondial

Nicolas Stoquer a parlé sur le thème «Les relations franco-allemandes, pour quelle France et pour quelle Allemagne?»

Le centralisme de l'UE se construirait d'après le modèle du Saint-Empire romain germanique avec son Empereur. Les forces qui construisent l'UE ne veulent dans le fond pas l'Europe mais un Empire mondial. Stoquer y oppose l'Europe des patries avec le moteur franco-allemand telle que le général de Gaulle l'avait visée. Le gaullisme ne serait pas un mouvement antieuropéen. Il s'agissait d'une Europe des patries, sans présidence mais avec des structures démocratiques et le respect de l'identité des autres. La Suisse avec sa démocratie directe serait un exemple important. Comme elle est construite de façon démocratique, le respect mutuel existe, a déclaré Stoquer.

### L'euro-dictature de Goldman-Sachs

Jürgen Elsässer, écrivain et rédacteur en chef du magazine Compact, s'est prononcé sur le thème «L'euro-dictature de Goldman Sachs face à l'axe Paris-Berlin-Moscou».

Au début, Elsässer s'est référé à ce qui a été dit en déclarant que le danger était grand que l'euro détruise l'Europe. C'est pour cette raison que les souverainistes doivent coopérer. La politique allemande, les excédents d'exportation et le capital allemand ne seraient pas le vrai problème. Le moteur de la destruction est le capital financier international. Avant l'euro les pays allaient mieux. Nous devons revenir à l'état précédent.

Il dit avoir perçu dans l'intervention de Schaffhauser le souci que l'Allemagne puisse utiliser les excédents d'exportation pour acheter d'autres pays. Ce danger ne serait cependant pas si grand, ce qui se montrerait dans la relation entre l'Allemagne et la Russie. C'est le gouvernement allemand qui soutient le plus Putin. Les excédents de l'Allemagne s'investissent en Russie et sont utilisés sous le commando russe pour le développement de la Russie. Tout reste sous contrôle russe. Selon Elsässer l'ancienne attitude allemande, qui fut particulièrement prononcée pendant la Seconde guerre mondiale, a disparu au sein de l'élite politique allemande. Si quand même des restes de l'animosité germano-russe persistent, ce sont-là des groupes liés aux USA. On pourrait prendre l'exemple de la Russie pour une Europe des patries: Mettre à disposition les excédents des exportations aux pays plus faibles, sans prétentions impérialistes ni néocolonialistes. Trois points, sont centraux pour l'Europe selon Elsässer: Elle devrait être une Europe des patries. Elle devrait être d'orientation continentale (eurasienne) et non globale. Il faudrait penser de façon transcontinentale et non transatlantique.

«On n'aurait pu maintenir ce système qu'en investissant les bénéfices du Nord dans le Sud, pour que le Sud soit capable d'exporter à son tour vers le Nord.»

Au début de son intervention Elsässer a montré comment la banque privée américaine Goldman-Sachs depuis 2000/2001 a manœuvré la Grèce dans une crise de la dette tout en encaissant d'énormes bénéfices.

Actuellement Goldman-Sachs a placé ses agents aux comités directeurs de la Banque centrale européenne et du Fonds européen de stabilité financière (FESF). Goldman-Sachs et l'oligarchie financière anglo-saxonne ne veulent pas détruire l'euro mais l'utiliser comme une «machine à traire» pour empocher le capital de l'Europe continentale. D'après le projet Merkel les Grecs, les Espagnols et les Italiens devront se serrer la ceinture encore davantage avant de recevoir de l'aide du Fonds européen de stabilité financière. D'après le projet Sarkozy, l'aide financière serait accordée avant de mettre en place des mesures de rigueur. Les deux projets abolissent la souveraineté nationale au profit d'une dictature économique de l'UE.

«Les deux modèles aboutiront à une dictature, à une espèce d'UERSS. Celle-ci se distingue de l'URSS historique en ce qu'elle ne repose pas sur une base socialiste mais sur le capitalisme financier et que son centre de commandement ne se trouve pas au Kremlin mais à Wall Street et à la City of London», insiste Elsässer.

Mais tout cela, ni le peuple allemand ni l'industrie allemande authentique ni les grandes et moyennes entreprises familiales ne le veulent. Il faut revenir à l'Europe

«Le moteur de la destruction est le capital financier international. Avant l'euro les pays allaient mieux. Nous devons revenir à l'état précédent.»

des patries d'avant le Traité de Maastricht de 1991, telle que De Gaulle et Adenauer l'avaient conçue à l'origine.

«En bref: La communauté européenne au lieu de l'Union européenne, une orientation eurasiennne au lieu de l'orientation euro-atlantique et le souverainisme au lieu du globalisme, c'est la conclusion d'Elsässer.

### «Le rôle des PME dans la démocratie»

Eike Hamer, éditeur du magazine Wirtschaft aktuell s'est penché sur le thème: Die Rolle des Mittelstandes in der Demokratie (Le rôle des PME dans la démocratie).

Les petites et moyennes entreprises familiales, les PME, le «Mittelstand» en tant que pilier de la société, sont les moteurs de nos économies nationales, en Allemagne par exemple, elles mettent à disposition 80% des emplois du marché libre et génèrent plus de 80% des recettes nettes de l'Etat. Elles représentent ainsi une base importante de la démocratie. Pour remplir leur devoir comme unité la plus novatrice de l'économie, les petites et moyennes entreprises ont besoin de liberté d'entreprise et d'un cadre juridique fiable dans un système décentralisé. Un des exemples les plus positifs, est la Suisse, a déclaré Hamer.

Le «Mittelstand» a besoin d'un Etat mesuré, qui n'intervient pas trop peu, mais surtout pas trop. Dans l'UE l'Etat s'agrandit pourtant de plus en plus à la charge des citoyens en limitant la liberté personnelle, en surchargeant les PME de bureaucratie qui leur enlève les moyens dont ils ont besoin pour leur croissance. Le Mécanisme européen de stabilité (MES) est une nouvelle dimension de cette tutelle. Les droits de participation démocratiques sont éliminés, les désirs d'un large éventail de la population ne jouent plus aucun rôle dans leurs décisions. L'UE s'élargit en permanence, renforce les charges financières et repousse ainsi automatiquement le «Mittelstand». Par conséquent la prospérité diminue éant

Suite page 3

### «Les relations entre de Gaulle et ...»

suite de la page 1

essaient de nous faire croire qu'une Europe supranationale est la seule alternative à la guerre?

L'AELE, cette organisation dont les USA ne voulaient pas, serait une telle alternative: «[...] une association, une petite zone de libre-échange dans laquelle collaborent des nations souveraines jouissant des mêmes droits.»<sup>17</sup>

<sup>1</sup> www.krivor.de/bilder/esm-vertragsentwurf.pdf

<sup>2</sup> Gérard Bossuat et Andreas Wilkens, Jean Monnet, L'Europe et les chemins de la paix: actes du colloque de Paris du 29 au 31 mai 1997, p. 490

<sup>3</sup> Schäuble lors de l'European Banking Congress, 2011

<sup>4</sup> Eric Branca, de Gaulle - Monnet: le duel du siècle. www.observatoiredeleurope.com/De-Gaulle-Monnet-le-duel-du-siecle\_a1434.html

<sup>5</sup> Mario Monti, Fremde Federn, FAZ, 15/2/12

<sup>6</sup> Le Monde, «La Catalogne pourrait parfaitement être un Etat dans l'Union européenne.» 17/2/12, p. 6

<sup>7</sup> Jean Monnet, Mémoires, Paris, Fayard, 1976, p. 547

<sup>8</sup> ibid., p. 551

<sup>9</sup> Conférence de presse du 15 mai 1962. Toutes les citations suivantes sont tirées de Laurent de Boissieu. Une certaine idée de l'Europe, www.gaullisme.net/europe-gaulliste.html

<sup>10</sup> Conférence de presse du 31 janvier 1964, cf. note 9

<sup>11</sup> Conférence de presse du 23 juillet 1964, cf. note 9

<sup>12</sup> Conférence de presse du 12 novembre 1953, cf. note 9

<sup>13</sup> De Gaulle, Mémoires d'Espoir, p. 181, cité d'après Laurent de Boissieu. Une certaine idée de l'Europe, www.gaullisme.net/europe-gaulliste.html

<sup>14</sup> Conférence de presse du 15 mai 1962, cf. note 9

<sup>14a</sup> Laurent de Boissieu, ibid., p. 2

<sup>15</sup> Conférence de presse du 14 novembre 1949, cf. note 9

<sup>16</sup> Conférence de presse du 5 septembre 1960, cf. note 9. (Toutes les conférences de presse du général de Gaulle sont accessibles sur Internet à la date indiquée)

<sup>17</sup> Werner Wüthrich, «Il faut à nouveau faire jouer l'orchestre européen». Horizons et débats n° 3 du 23/1/12, p. 2

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen  
Rédacteur en chef  
Jean-Paul Vuilleumier  
Rédaction et administration  
Case postale 729, CH-8044 Zurich  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch  
Internet: www.horizons-et-debats.ch  
CCP 87-748485-6  
IBAN: CH640900000877484856  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.- frs/ 108.- Euros

ISSN 1662 - 4599

© 2012 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».



# Pour en finir avec le carcan de l'UE

## Revitaliser les communes en encourageant les citoyens à s'engager

par Henriette Hanke Güttinger, historienne et psychologue, Suisse

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes très heureux de pouvoir participer à cette réunion et de vous présenter notre contribution pour répondre à la question suivante:

*Comment peut-on rendre l'Union européenne superflue?*

En premier nous aimerions brièvement expliquer pourquoi l'invitation à cette réunion nous a tant réjouis. Pour nous Suisses, une invitation venant de France est quelque chose de spécial. Nous nous sentons très lié à la France qui est une nation avec une longue et grande histoire et avec laquelle nous avons beaucoup de points en commun. Mais surtout nous avons une grande estime pour les importantes contributions de la France à la culture chrétienne occidentale, à l'époque des Lumières en Europe, au développement de la démocratie et des droits de l'homme.

L'aspiration à la liberté et l'opposition à toute domination étrangère est un point commun dans l'histoire de la France et la Suisse. Le mot «résister», gravé dans une pierre de la tour de la forteresse d'Aigues-Mortes, correspond au sentiment fondamental des citoyens français tout comme des citoyens suisses. Nous n'avons qu'à nous souvenir du Général de Gaulle ou des convictions qui ont mené à la création de la Confédération helvétique.

*Mais revenons maintenant au sujet de notre réunion:*

Dans un grand nombre de pays d'Europe on peut observer des développements néfastes similaires. En parallèle avec les fusions de communes et suite aux conséquences de la mondialisation toujours plus de villages se sont vidés de leurs habitants. Les bureaux de poste, les cafés, les restaurants, les petits magasins de village et même les écoles ont disparu. Cela provoqua aussi la réduction des travaux en commun, des discussions et bavardages quotidiens, une des bases de toute culture politique et démocratique.

*Cela nous amène à nous poser la question suivante:*

*Comment pouvons-nous revitaliser la vie communautaire dans les villages et les communes, dans les municipalités et les départements, pour que la démocratie puisse de nouveau se prendre au sérieux?*

*Qu'avons-nous en mains – chacun de nous – pour contribuer à améliorer la situation dans notre commune dans notre région, sans attendre des améliorations de la part des instances politiques supérieures ou même du centralisme bruxellois. Si nous voulons changer la situation actuelle de l'Europe, si nous voulons stop-*

*per la gangrène qui se développe au sein de l'Union européenne, alors il faut sérieusement se demander par où commencer? Nous devons nous tourner vers les origines de la vie sociale, culturelle et politique, c'est-à-dire, vers les communes. C'est dans l'entité de base – la municipalité ou chez nous la commune – que la vie doit reprendre ses droits. Cela rayonnera sur le tout et s'épanouira dans la société.*

*Et cela est aussi une réponse à la question comment rendre l'UE superflue.*

Nous voulons partir de ce qui existe déjà. La convivialité, l'esprit communautaire font partie des besoins de l'homme. Dans la plupart des communes se trouvent des fanfares, ces cercles sportifs, des amicales des femmes, des groupes de chasseurs, des pompiers, des associations d'anciens combattants, des clubs de pétanque ou de boules, des clubs de lecture, des bibliothèques etc. Avec de telles activités communes, dans l'intérêt du bien commun – mais pas pour un enrichissement personnel ou des divertissements égocentriques –, nous pouvons commencer la revitalisation de nos communes. Dans ce contexte nous désirons aussi mettre le poids sur la belle tradition française des «Tables d'hôtes».

La France est dans l'heureuse situation d'avoir encore un très grand nombre de communes.

Des amis m'ont raconté que votre pays avec ses 65 millions d'habitants est divisé en un total de 36 500 communes avec un nombre moyen d'habitants de 1700, ce qui permet de garder une bonne vue d'ensemble. La France est le pays européen avec le plus grand nombre de petites communes. C'est un avantage important, car ainsi la population peut être associée de manière optimale. C'est ce dont il faut profiter pour la revitalisation. Outre cela, ces communes ont gardé depuis 1884 une grande autonomie et il semble que depuis plus de deux siècles, il n'y ait plus eu de réformes communales systématiques en France. Ces entités de base ont ainsi une longue tradition et donnent à leurs habitants appui et identité.

### Quels sont les problèmes et quelles sont les solutions?

Sous l'hégémonie américaine et lors de la construction et la consolidation de l'Union européenne, l'initiative personnelle et les réflexions politiques des citoyens n'étaient lues guère désirées. Les conséquences sont omniprésentes. Jusqu'aux années 60, les communes étaient florissantes, avec quantités d'initiatives individuelles dans toute l'Europe. Puis vint la politique euro-

péenne avec sa mise au pas laminant à l'aide d'une kyrielle de lois et de directives insensées. Les pays avec leurs communes ont dû s'adapter à ces prescriptions rigides parce que les subventions étaient octroyées que pour certains projets. Cela a influencé le choix des projets, on a dû se limiter aux projets pour lesquels on pouvait obtenir de l'argent. L'Union européenne répéta ainsi la politique d'économie planifiée pour laquelle l'ancienne Union soviétique avait été dénoncée de la façon la plus déterminée.

A l'aide de sa politique des subventions, l'Union européenne a créé au sein de ses citoyens un sentiment de dépendance et a tenté d'étouffer toute initiative individuelle. On peut bien partir de l'idée que c'est son but d'empêcher toute participation des citoyens parce qu'elle craint sa propre perte de pouvoir. Cela peut créer le sentiment auprès des citoyens, qu'il faut regarder vers le haut plein d'espoir et attendre, au lieu de se servir de sa propre raison et de se demander: Qu'avons-nous à disposition? De quoi avons-nous besoin? Que pouvons-nous construire de nos propres forces? Nos ancêtres n'ont-ils pas créé de cette manière tout ce qui a été acquis sous forme de substance intellectuelle, de culture politique, de connaissances scientifiques et techniques comme base de notre civilisation et de la culture chrétienne occidentale?

Tout ce qui fait la cohésion d'une commune et qui permet la vie en commun – notamment la distribution des eaux, l'exploitation forestière, la collecte et le traitement des déchets, la véritable protection de la nature, la régulation des affaires sociales – tout cela a très bien fonctionné sans interventions de Bruxelles. Mais depuis, les interventions de l'UE ne font que bloquer ou paralyser les activités et la vie des habitants.

Donnons un aperçu de la façon comment la vie en commun peut se développer.

Elle s'organise par l'activité en commun, par le développement en commun de solutions adaptées à résoudre les problèmes qui se posent à la communauté. Ainsi, un sentiment de cohésion, un sentiment de responsabilité pour le tout, peut se former et se renforcer: cela fait également croître la confiance en ses propres capacités et ses forces. Des individus deviennent des camarades, des amis qui aiment participer, nos fils et nos filles, nos élèves et nos jeunes seront prêts à préparer leur propre avenir avec nous. Voilà le remède spécifique contre le sentiment d'impuissance et de résignation. C'est ainsi depuis la nuit des temps, dans le monde entier, parce que

cela correspond à la nature sociale de l'être humain.

Citons un petit exemple d'une commune dans les Cévennes. Les habitants y ont créé, il y a plus de 100 ans, le «Club Cévenol» qui s'est engagé pour le maintien de la culture et de la nature typiques des Cévennes. Les gens y ont affronté avec une grande ténacité et une richesse d'idées impressionnante les dures conditions naturelles.

Je cite un extrait d'un texte paru dans «Horizons et débats»: «Pour l'irrigation d'une petite prairie de 20 m de largeur on a creusé dans le rocher une rigole d'un kilomètre de long à partir d'une source. A d'autres endroits on a planté et entretenu des châtaigniers afin de préparer avec leurs fruits entre autre de la farine. Mais on a aussi aménagé des «Faisses» pour y faire pousser des céréales.»

De la même manière qu'ils ont affronté les conditions naturelles, ils résistent aussi aux menaces actuelles: Avec la même intuition fine pour une protection véritable de la nature, les «Cévenols» ont démasqué les dangereux projets de l'UE. Aujourd'hui, ils doivent se battre contre l'anéantissement de leur identité historique, culturelle et religieuse, que l'UE entreprend, notamment au moyen d'une nouvelle Charte pour le Parc national des Cévennes.

Un autre exemple comment la vie en commun peut naître, venant d'une commune allemande: Là, les citoyens se sont retrouvés pour créer un service de repas pour les personnes âgées. Dans une commune autrichienne, le Conseil communal a acheté trois véhicules pour les louer aux habitants du village en cas de nécessité. Dans une autre commune, le président tient absolument à empêcher que le village soit dénaturé par des constructions. Il est conscient de l'importance de préserver un vrai centre de village qui permet aux gens de se rencontrer. Dans une commune italienne une habitante s'engage à faire les piqûres nécessaires aux personnes âgées, afin de leur éviter le pénible trajet pour aller en ville.

Partout où les hommes vivent ensemble, on peut trouver de tels exemples. Ils montrent comment chacun peut contribuer au bien commun de sa propre initiative et par ses propres forces sans devoir attendre que quelque chose soit réglé ou installé «d'en haut». Ce sont des impulsions «d'en bas» et non «d'en haut». Cela donne aux gens, à part le sentiment sain de leur propre importance pour autrui, la sécurité que tout ce que la vie exige de nous, peut être résolu en commun.

En Suisse, nous ne nous demandons pas si l'Etat est là pour le citoyen; non, nous disons «Nous sommes l'Etat». Et du coup nous assumons tout naturellement la responsabilité qui en découle.

Pour revitaliser les communes les questions suivantes se posent: Où est-ce que le savoir de base nécessaire est encore présent et où est-ce qu'il doit être réappris? Où faut-il avant tout de l'encouragement, pour qu'il y ait un déclin qui permette d'être actif, pour que les forces puissent croître et que chacun se rende compte: *Ma participation est décisive!*

C'est valable déjà pour les enfants dans les familles et plus tard à l'école. Il faut que la jeunesse soit associée aussi bien dans le quotidien de la famille, que dans les devoirs quotidiens de la commune: Réfléchir avec les autres et aider. C'est toujours étonnant de voir quelles capacités se dévoilent ou se développent, quel engagement apparaît, lorsque nous traitons nos jeunes comme de vrais «citoyens», en les encourageant et en leur donnant des responsabilités. Ainsi, ce qui a fait ses preuves dans le passé pourra être transmis et sera garanti pour les générations futures. Le travail la main dans la main avec toutes les générations au sein de la commune ou de la municipalité est la base pour leur revitalisation. Toutes les générations sont nécessaires.

### «La France et l'Allemagne ...»

suite de la page 2

donné que le «Mittelstand» est le moteur de l'économie.

En Europe, nous sommes tous logés à la même enseigne: Les puissances du capitalisme international nous mettent sous tutelle et les fonctionnaires de l'Etat veulent nous contrôler. Les deux sont des systèmes hiérarchiques et très centralisés. Mais le «Mittelstand» a cependant besoin de systèmes décentralisés, semblables au modèle suisse. Il faut une Europe des patries (avec la souveraineté monétaire), qui coopèrent en partenaires, qui laissent assez d'espace libre aux êtres humains et assurent les conditions adéquates pour les PME. Ainsi un miracle économique pourrait être mis en marche, semblable à celui des années 1950 et 1960 dans l'économie sociale de marché sous Ludwig Erhard.

### Revitaliser les communes

Henriette Hanke Güttinger, historienne et psychologue a parlé sur le thème *Pour en finir avec le carcan de l'UE: Revitaliser les communes en encourageant les citoyens à s'engager.* (cf. l'article ci-dessus reproduit l'intervention dans son intégralité).

Alain Bournazel a conclu le congrès de la façon suivante:

Ce congrès a montré que le dialogue entre les différentes nations est facile lorsqu'on partage les mêmes valeurs. Le contact entre les groupements et disciplines et très simple à nouer.

La nationalité domine, les nations ne disparaissent pas, elles vivent.

Lors de ce congrès, la volonté s'est manifestée de sortir de l'UE avec ses institutions supranationales rigides et ses mécanismes pervers. Une classe de bureaucrates s'arrogent d'imposer ses décisions aux pays. A l'échelle nationale l'UE fait effet d'un carcan extrêmement étroit. Ce monstre nous enlève l'air pour respirer.

L'UE n'encourage pas la paix. En réalité elle est une source de conflits incessants.

L'adhésion à l'UE est à une servitude volontaire qui peut être annulée. La volonté des citoyens de sortir de ce carcan existe. Il s'agit de rendre cette volonté aux citoyens. Celle-ci doit primer cette organisation.

Dans les pays européens existent des déficits démocratiques. *Pour cette raison, il y a l'exigence d'introduire les instruments de la démocratie directe: le référendum et l'initiative populaire.*

La Suisse en tant que pays qui n'est pas membre de l'UE est à envier. Elle a un privilège: L'être humain peut respirer et vivre. La Suisse comme nation de par sa volonté repose sur la base du respect des particularités des autres, du respect des quatre langues nationales et de leur culture. Les intervenants sont d'accord que la Suisse pourrait être un modèle pour l'Europe.

Dans une Europe des patries telle que le général de Gaulle l'a demandée par exemple, il n'y a pas de contradiction entre la nation, le patriotisme et la volonté de coopération. Les pays ne sont ni isolés ni ne se retirent dans leur cocon. Tout au contraire chacun se développe grâce à la coopération et la controverse. Les nations les plus diverses respectent leurs différences et leurs identités dans la coopération libre, dans le respect mutuel. Ce qui unit les êtres humains de différents pays: Nous voulons des citoyens responsables et une solidarité internationale.

Le congrès a montré à quel point un échange fondamental et soigneux à l'échelle des citoyens peut être important et fructueux entre les différents pays s'il a lieu sur la base du respect mutuel.

*Pour en finir avec le carcan de l'UE – revitaliser les communes en encourageant les citoyens à s'engager.*

## Farce électorale aux USA: «Les Israéliens soumettent Obama au chantage»

«Il doit soutenir la guerre – ou il perdra le soutien (de l'influent lobby juif)»

Une invasion par les USA et Israël en Iran va se produire d'ici la fin de cette année, informe le quotidien «Kommersant» mercredi passé en se référant à un collaborateur de haut rang du ministère des Affaires étrangères de Russie.

«Les Israéliens font chanter Obama», selon le diplomate cité par le journal. «Il doit soutenir la guerre – ou il perdra le soutien (de l'influent lobby juif).»

«La Secrétaire d'Etat des Etats-Unis Hillary Clinton aurait prié son homologue russe, lors des négociations lundi à New York, de communiquer au gouvernement iranien que les négociations entre l'Iran et le groupe des six médiateurs internationaux, planifiées pour le mois d'avril, seraient la dernière chance pour Téhéran d'empêcher une guerre», écrit le journal.

La Russie aurait déjà un plan pour le cas d'une guerre déclenchée. «Dans ce cas, interviendra un plan de mobilisation», disent-ils. «Nous avons calculé nos actions pour le cas d'une guerre contre l'Iran», cite le «Kommersant» un fonctionnaire du ministère de la Défense. Selon lui, des actes de guerre en

Iran «pourraient rendre encore plus difficile la situation déjà compliquée dans le Caucase».

De même, un diplomate de haut rang aurait confirmé que Moscou «dispose d'un plan d'action pour le cas d'un coup contre l'Iran». «Un programme correspondant a été conçu par une commission interministérielle pour assurer la protection des citoyens russes», dit-il.

Le Président des Etats-Unis et des représentants de son Administration insistent constamment sur le fait qu'ils n'excluent aucun scénario par rapport à l'Iran, mais qu'ils préféreraient une solution diplomatique du problème. Cependant, dans les médias apparaissent de plus en plus d'articles sur le fait que les USA et Israël planifient une opération militaire contre l'Iran.

Les résultats d'un sondage de l'organisation indépendante *World Public* de mardi passé prouvent qu'une majorité des Américains ne soutient pas l'usage de la violence contre l'Iran. A leur avis, les USA devraient rester neutres et maintenir la pression diplomatique.

Source: *Ria Novosti* du 14/3/12

## L'Allemagne livre un sous-marin à Israël

De Maizière met en garde contre «les risques incalculables» d'une escalade militaire avec l'Iran

L'Allemagne livre un sixième sous-marin à Israël. Cela a été confirmé mardi par le ministre de la Défense de Maizière après un entretien avec son homologue israélien Barak. «Nous assumons et sommes d'avis que cela est juste», a déclaré de Maizière dans une déclaration commune. L'Allemagne participe également aux coûts. Selon des experts de la marine, il s'agit de sous-marins de la classe «Dolphin», alimentés par un dispositif de cellules électrochimiques, qu'on ne peut presque pas découvrir. Selon des rapports de médias, ils disposent de tubes lance-torpille par lesquels on peut également tirer des missiles de croisière nucléaires. Ainsi, ces sous-marins pourraient servir comme arme de seconde frappe et avoir un effet dissuasif à l'égard d'un ennemi prévisible. La capacité d'armement nucléaire n'a jusqu'à présent pas encore été officiellement confirmée, pas non plus par de Maizière.

De Maizière et Barak sont les deux d'avis qu'il faut empêcher l'Iran de construire des armes nucléaires. Mais en ce qui concerne l'option d'empêcher l'armement nucléaire de l'Iran, on a pu observer de légères différences. Barak a confirmé la position d'Israël, selon laquelle toutes les options doivent

rester sur la table. Un prétendu confinement qui consisterait à accepter un armement nucléaire iranien, tout en «endiguant» politiquement le pays, est, selon Barak, inacceptable. De Maizière a toutefois mis en garde contre les risques incalculables en cas d'une escalade militaire, «aussi au détriment d'Israël». Pourtant, il a également assuré: «Israël peut se rassurer que son intégrité nationale et son existence sera toujours garantie par la solidarité allemande». Ici, le mot de la chancelière Merkel compte, elle qui avait défini l'existence d'Israël comme étant partie de la raison d'Etat de l'Allemagne. Ni de Maizière, ni Barak se sont exprimés clairement sur les conséquences concrètes, aussi au niveau militaire, que cette réponse pouvait avoir.

Le ministre allemand a également remercié les Israéliens pour leur soutien en Afghanistan. Israël met à disposition de la Bundeswehr des drones de reconnaissance Heron en leasing et conseille les troupes allemandes dans la lutte contre les pièges explosifs.

Source: (löw.) *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 20/3/12. © Tous droits réservés Frankfurter Allgemeine Zeitung GmbH, Francfort. Mis à la disposition par les archives de la Frankfurter Allgemeine.

## Les forces aériennes afghanes seraient impliquées dans la plus grande opération de contrebande de drogues, d'armes et d'argent

Un grand scandale se prépare en Afghanistan. Les *Forces aériennes afghanes* (AAF) seraient impliquées dans la plus grande opération de contrebande de drogues, d'armes et d'argent. Les AAF, officiellement sponsorisées par l'Otan, sont financées par les Américains. Actuellement, elles détiennent 86 avions, dont 16 C-27 avions cargo, 42 hélicoptères de transport russes Mi-17 et 11 Mi-35 hélicoptères de combats russes. Il existe une obligation (!) des pays occidentaux, de renforcer la flotte jusqu'en 2016 à 145 avions! Les Américains fournissent le total du carburant et exécutent tous les travaux d'entretiens et de réparations. En outre, ils forment les pilotes afghans et sont responsables de leur entraînement.

La *Training Mission Afghanistan* a jusqu'à présent investi deux milliards de dollars (!) pour le matériel et la formation. Après les premiers soupçons concernant l'abus d'avions, les Américains ont institué à l'aide de la

coalition militaire et de la *Drug Enforcement Agency* deux commissions, pour passer au crible et examiner la situation. Le résultat qui s'en suivit, a été que sept officiers américains de la commission d'enquête ont été brutalement assassinés dans un local sur l'aéroport. Les talibans ont promptement assumé la responsabilité et le terroriste a vite été retrouvé; cause officielle de sa mort: suicide. Pour les Américains il est pourtant clair qu'un témoin gênant a été éliminé.

Selon les estimations américaines, l'Afghanistan est responsable de 90% (!) de l'opium commercialisé au niveau mondial. Face aux chefs rebelles des différentes provinces, l'on a – pour obtenir leur collaboration dans la lutte contre les talibans – souvent et régulièrement fermé les yeux lors de transports d'opium qui se dirigeaient en direction des frontières du pays. Mais au fil du temps les forces aériennes afghanes se sont manifestement transformées

en une organisation de transport mafieuse. De plus en plus souvent, des hélicoptères ont «disparu» sans horaire de vol pour plusieurs heures. Les demandes américaines ont été bloquées et des soldats afghans ont isolé une partie de l'aéroport de Kaboul. Les Américains sont convaincus que chaque jour (ou chaque nuit) une grande partie des stocks d'opium et d'héroïne sont de cette manière transportés hors du pays sans aucun contrôle. Sur le chemin du retour, ces avions ou hélicoptères ramènent des armes, qu'on retrouve chez les chefs de tribus et les talibans. «Et dire que nous payons chaque année des centaines de millions de dollars pour assurer le fonctionnement des forces aériennes afghanes. C'est une plaisanterie!» se lamente un haut fonctionnaire américain.

Source: *Vertraulicher Schweizer Brief*, n° 1316 du 13/3/12

(Traduction *Horizons et débats*)

«Les sous-marins israéliens de la classe Dolphin sont les premiers sous-marins au monde qui seront équipés d'un système de protection actif contre les torpilles, comparables aux systèmes installés sur certains véhicules blindés. Le «Hard-Kill-Torpedo-Defence-System», développé par les industries «Rafael Ltd», s'appelle «Torbuster». A la différence de l'ancien système de leurre acoustique permettant de dévier la trajectoire de torpilles («Soft Kill»), la nouvelle génération de missiles «Torbuster» permet également de détruire les torpilles avant qu'elles n'atteignent leur cible («Hard Kill»). Il est prévu d'équiper chaque sous-marin de 10 «Torbuster». Un de ces missiles pèse 150 kg, dont 50 kg reviennent à l'ogive.»

Source: «*Schweizer Soldat*» n° 4, avril 2012, p. 56

(Traduction *Horizons et débats*)

## Comment quitter l'Afghanistan? La Russie examine des accords avec les USA et l'OTAN

Le retrait ordonné serait important pour repousser la propagation du terrorisme et des drogues illégales d'Afghanistan

Le 14 mars, le ministre russe des Affaires étrangères déclarait qu'un nouvel accord permettant l'utilisation d'une base aérienne russe aux Etats-Unis et à ses alliés de l'OTAN pour le transit de troupes et de biens militaires serait un soutien pour la propre sécurité de la Russie.

*Sergej Lawrow* a dit que le gouvernement russe débattrait prochainement d'un plan qui permettrait aux USA et aux autres Etats de l'OTAN l'utilisation de la base aérienne de la ville d'Uljanowsk au bord de la Volga. Une autorisation de l'accord pourrait de nouveau améliorer les relations russes avec les Etats-Unis, lesquelles ont été de plus en

plus chargées par les plans de Washington de stationnement d'un bouclier antimissile en Europe et par la crise syrienne.

Moscou a mis à la disposition des USA et des autres Etats membres de l'OTAN des couloirs aériens et des liaisons ferroviaires pour le transport vers l'Afghanistan et en retour. Le nouvel accord permettrait aux membres de l'Alliance, pour la première fois, d'aménager un centre de logistique pour les troupes et le fret sur le territoire russe.

Lawrow a soutenu énergiquement un tel accord disant que le succès de la mission de l'OTAN serait essentiel pour repousser la propagation du terrorisme et des drogues illé-

gales d'Afghanistan vers les pays d'Asie centrale, autrefois soviétiques, et vers la Russie.

Lawrow a déclaré à la Douma, la Chambre législative russe, ce qui suit: «Il est dans notre intérêt que la coalition puisse enregistrer un succès avant sa retraite et qu'elle puisse assurer que les Afghans soient en mesure de défendre leur pays et de garantir un degré suffisant de sécurité». Quelques législateurs ont objecté que l'utilisation de l'installation d'Uljanowsk pourrait mettre en danger la Russie en admettant des troupes étrangères sur son sol.

«Nous voulons que ceux qui repoussent les dangers dirigés contre la Russie accom-

plissent efficacement leur tâche», a dit Lawrow. «Il est dans notre propre intérêt de soutenir la coalition dans son avancement.»

La porte-parole de l'OTAN, *Oana Lungescu*, a dit en Belgique que non seulement l'Alliance, mais aussi la Russie profiteraient d'une coopération renforcée dans la question du transit afghan.

«Bien sûr, nous saluons la coopération que nous avons déjà avec la Russie au sujet du transit vers l'Afghanistan et en retour», a-t-elle dit. «Nous sommes contents de renforcer cet accord parce que [...] l'OTAN et la Rus-

Suite page 5

«Pour en finir avec le carcan de l'UE» suite de la page 3

### La coopérative: Une solution valable pour l'avenir

Dans le contexte de la revitalisation des communes, il faut mentionner – ou plutôt souligner – l'importance des coopératives.

La France dispose dans le domaine de l'aide mutuelle d'une somme d'expériences considérable: nous pensons à des personnalités telles que *Charles Fourier*, *Philippe Joseph Benjamin Buchez*, *Charles Gide*, *Louis Blanc*, pour en nommer que les plus importantes. (cf. *Faust*, *Geschichte der Genossenschaftsbewegung*). Eux tous ont contribué à rendre utile l'idée de l'auto-responsabilité, de l'aide mutuelle et de l'autogestion pour trouver des

solutions aux problèmes communs dans les domaines économique et social. En annexe vous trouverez quelques informations bibliographique à ce sujet.

### Conclusion

Chacun de nous a le noble devoir de participer à cette œuvre filigrane. Chacun est important!

*L'être humain n'est pas un grain de sable, il est citoyen sur cette planète. C'est ainsi que nous faisons un contrepois efficace à l'Union européenne. Quand cela recommencera à fleurir dans un grand nombre d'endroits, dans beaucoup de pays européens, l'UE ne sera plus qu'un simple canard en caoutchouc: A peine a-t-on*

*enlever le bouchon que l'air sort d'elle-même, et l'épouvantail s'effondre.*

### Bibliographie:

Ces idées fondamentales ont été exprimées dans le monde entier depuis la nuit des temps de divers côtés – notamment les sciences, les religions, les conceptions du monde – pour assurer aux générations futures une vie plus pacifique et fructueuse. Nous disposons là d'un trésor. Citons quelques exemples:

*Sénèque* a enseigné que nous sommes tous membres d'un grand corps, car la nature nous a engendré comme parents et a fait de nous des êtres sociables. (Höffner, p. 50)

*Etienne de la Boétie* a exposé au XVI<sup>e</sup> siècle déjà dans son «Discours de la servitude volontaire» un problème de l'humanité: «Cette fois je voudrais simplement expliquer comment il est possible que tant d'hommes, tant de villages, de villes et de peuples subissent, dans certaines situations, un seul tyran qui

n'a pas plus de pouvoir que celui qu'ils lui donnent, qui ne peut leur nuire que tant qu'ils seront prêts de subir, qui ne pourrait leur faire de mal, s'il ne préféreraient pas de le subir au lieu de s'opposer à lui.»

En 1947 l'historien suisse *Adolf Gasser* a publié l'ouvrage «Liberté des communes et autogestion communale» (paru aussi en français). Il voyait dans l'organisation de communes libres en Europe après la Seconde Guerre mondiale un rempart contre le totalitarisme.

Le Pape *Jean-Paul II* également, a déclaré en 1991, dans son Encyclique «centesimus annus»: «L'Etat providence, qui intervient directement et prive la société de sa responsabilité, déclenche la perte d'énergie humaine et l'hypertrophie de l'appareil étatique» avec «une augmentation des dépenses immense». (Höffner, p. 46)

Chaque membre d'une communauté est responsable du bien commun et chaque communauté est responsable du bien-être de l'individu. (*Bernhard Sutor*; *Politische Ethik*, p. 33)

# Alain Juppé accusé par sa propre administration d'avoir falsifié les rapports sur la Syrie

Un haut fonctionnaire français a invité, le 19 mars 2012, des journalistes arabes basés à Paris pour leur révéler la bataille qui se livre actuellement au sein du gouvernement français en général et du Quai d'Orsay en particulier à propos de la Syrie.

Selon cette personnalité, l'ambassadeur de France à Damas, *Eric Chevallier*, dont l'ambassade vient d'être fermée et qui est rentré à Paris, a pris à partie son ministre devant ses collègues. Il a accusé *Alain Juppé* de ne pas avoir tenu compte de ses rapports et d'avoir falsifié les synthèses pour provoquer une guerre contre la Syrie.

Au début des événements, en mars 2011, le Quai avait dépêché des enquêteurs à Deraa pour savoir ce qui s'y passait. Leur rapport, transmis à Paris, indiquait qu'après quelques manifestations, la tension était retombée, en contradiction avec les reportages d'Al-Jazeera et de France24 qui indiquaient à l'inverse que la ville était à feu et à

sang. L'ambassadeur demanda la prolongation de la mission pour suivre l'évolution des événements. Furieux de ce premier rapport, le ministre des Affaires étrangères lui téléphona pour exiger qu'il le modifie et fasse état d'une répression sanglante. L'ambassadeur plaça alors le chef de mission à Deraa en conférence téléphonique avec le ministre pour lui redire qu'il n'y avait pas de répression sanglante. Le ministre menaça l'ambassadeur et la conversation se termina de manière glaciale.

Immédiatement après, le cabinet d'Alain Juppé fit pression sur l'AFP pour qu'elle publie des dépêches mensongères confortant la vision du ministre.

Durant les mois qui suivirent, les incidents opposant Eric Chevallier et Alain Juppé ne cessèrent de se multiplier, jusqu'à l'affaire des otages iraniens et la mort du «journaliste» *Gilles Jacquier*. A cette occasion, l'ambassadeur reçut l'ordre d'exfiltrer les agents de la

DGSE travaillant sous couverture de presse. Il réalisa l'importance de l'action secrète entreprise par Alain Juppé.<sup>1</sup>

Ancien ministre de la Défense, Alain Juppé a semble-t-il conservé de solides amitiés au sein des services militaires dont certains agents lui restent dévoués.

La même source assure que des rapports de l'ambassadeur auraient été négligés ou falsifiés et que celui-ci, pour étayer ses dires, aurait fait parvenir au Quai des rapports d'homologues européens attestant tous que la Syrie n'est pas confrontée à un cycle de manifestations/répression, mais à une déstabilisation par des groupes armés venus de l'étranger. A son arrivée à Paris, Eric Chevallier aurait demandé une enquête administrative interne pour confondre son propre ministre.

Ces révélations en appelant d'autres, un autre haut fonctionnaire a révélé qu'Alain Juppé n'est pas seulement en conflit avec son administration, mais aussi avec ses collègues de l'Intérieur et de la Défense. *Claude Guéant* et *Gérard Longuet* auraient non seulement négocié avec le général *Assef Chawkat* l'exfiltration des agents français présents dans l'Emirat islamique de Baba Amr, comme le Réseau Voltaire l'a relaté,<sup>2</sup> mais aussi la libération de trois commandos français détenus par la Syrie.<sup>3</sup>

Dimanche 18 mars, le quotidien pro-syrien «Ad-Diyar», édité à Beyrouth, a confirmé que trois prisonniers français ont été remis au chef d'état-major des armées (CEMA), l'amiral *Edouard Guillaud*, lors d'un déplacement au Liban, prétendument effectué à l'occasion de la réorganisation du contingent français de la FINUL. Selon une source syrienne de haut niveau, l'amiral aurait en échange personnellement veillé au complet démantèlement de la base arrière que les services militaires français avaient installée au Liban.

Le conflit entre l'ambassadeur Chevallier et le ministre Juppé est connu depuis longtemps. Le 4 avril 2011, le journal électronique *Rue89* avait publié un article attribué à un auteur franco-syrien anonyme.<sup>4</sup> On pouvait y lire que l'ambassadeur «se serait fait le porte-parole du régime, prétendant que les révoltes de Daraa et Lattaquié sont manipulées depuis l'étranger et que les médias mentent sur la réalité». Dix jours plus tard,

c'était au tour de *Georges Malbrunot* d'affirmer sur son blog du «Figaro» que l'ambassadeur «est complètement basharisé».<sup>5</sup> Enfin, le 5 mai, *France24*, la chaîne placée sous la tutelle d'Alain Juppé, avait accusé l'ambassadeur de «minimiser la révolte».<sup>6</sup>

Le conflit entre le chef d'état-major des armées et Alain Juppé est également connu depuis longtemps. L'amiral Edouard Guillaud n'avait pas apprécié qu'Alain Juppé, alors ministre de la Défense, planifie à l'avance le renversement de *Mouammar el-Kadhafi*. Avec le discret soutien de son nouveau ministre de tutelle Gérard Longuet, il avait fait savoir publiquement son désaccord lorsqu'il avait reçu instruction de mobiliser les forces françaises contre la Libye.

Quant aux relations Guéant-Juppé, elles sont notoirement exécrables. On se souvient qu'avec l'arrogance qu'on lui connaît, Alain Juppé avait posé comme condition pour son entrée au gouvernement *Fillon* que Claude Guéant quitte le secrétariat général de l'Elysée parce qu'il ne voulait pas avoir à lui parler.

Après l'accord survenu entre Washington, Londres et Moscou pour calmer le jeu en Syrie, Alain Juppé peut toujours compter sur l'appui d'Ankara, de Riyad et de Doha, ainsi que sur les principaux médias, mais se trouve isolé en France et privé des moyens nécessaires à sa politique... à moins, bien sûr, que le président *Sarkozy* ne pousse à la guerre pour faire remonter dans les sondages le candidat *Sarkozy*.

Source: *Réseau Voltaire* du 20/3/12, [www.voltairenet.org/a173169](http://www.voltairenet.org/a173169)

<sup>1</sup> «Le fiasco des barbouzes français à Homs», par Boris V., *Komsomolskaïa Pravda*, 18/1/12, version française de New Orient News disponible sur le site du *Réseau Voltaire*.

<sup>2</sup> «Les journalistes-combattants de Baba Amr», par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 3/3/12.

<sup>3</sup> «La France rétablit la censure militaire», *Réseau Voltaire*, 4/3/12.

<sup>4</sup> «A Damas, le régime de Bachar el-Assad prépare un bain de sang», par Sadik H., *Rue89*, 4/4/11.

<sup>5</sup> «Syrie: quand l'ambassadeur de France déjeunait avec la bête noire des frondeurs», par Georges Malbrunot, *L'Orient indiscret/Le Figaro*, le 14/4/11.

<sup>6</sup> «L'ambassadeur de France en Syrie a clairement minimisé la révolte», par Julien Pain et Peggy Bruguère, *France24*, 5/5/11.

Syrie

## Depuis quand Al Qaida est-il l'ami de l'Occident?

### Regroupement de combattants étrangers aux frontières turque et jordanienne

Damas, 17h50 – Plusieurs centaines de combattants libyens d'Al Qaida (ex-groupe islamique combattant en Libye) sont arrivés au cours des dernières semaines dans des hôtels d'Amman (Jordanie). Ils les ont soudain quittés vendredi 16 mars 2012 pour se regrouper dans un lieu inconnu.

Simultanément, un va-et-vient d'autobus a acheminé au moins 2000 combattants dans un camp de «réfugiés» à Hatay (Turquie) dans les journées de vendredi 16 et samedi 17 mars. Ce transport se poursuit, il est encadré par l'Armée turque.

Le colonel *Riyad Al Asaad*, qui avait été un moment assigné à résidence après l'accord syro-turc du 7 février, assure à nouveau pleinement le commandement de l'Armée «syrienne» libre depuis la Turquie.

On estime que les forces déjà regroupées sont constituées par 500 à 1000 takfiristes

à la frontière jordanienne et 2000 à 3000 à la frontière turque. Aucun groupe djihadiste d'importance n'est signalé à la frontière libanaise, l'Armée libanaise ayant démantelé au cours des dernières semaines un camp de regroupement et une base de communication.

Il reste encore plusieurs centaines de combattants étrangers sur le sol syrien après la chute de l'Emirat islamique de Baba Amr et le nettoyage de Deraa et d'Idlib. Bien que totalement désorganisés et à bout de souffle, ils peuvent préparer les attaques de ces nouvelles troupes.

L'Armée nationale syrienne est en train de renforcer son dispositif aux frontières pour empêcher toute infiltration dans le pays.

Source: [www.voltairenet.org](http://www.voltairenet.org) du 17/3/12

### «Comment quitter l'Afghanistan? ...»

suite de la page 4

sie ont un intérêt commun pour un Afghanistan stable et sûr.»

Lawrow a dit que l'accord, qui est contrôlé par le gouvernement, permettrait le transit pour les troupes de l'OTAN, mais sans l'autorisation d'y rester.

«Ils ne vivront pas là-bas» a dit Lawrow. Il s'est efforcé d'apaiser les doutes des législateurs et, sans faire des indications plus précises sur l'accord, il a dit que la Russie se réserverait le droit de contrôler le fret.

La semaine dernière, le quotidien russe «Iswestija» a publié des extraits d'une lettre officielle du ministre russe de la Défense, *Anatoli Serdjukow*, au parlement russe dans laquelle il dit que l'installation serait surveillée par les autorités civiles d'Uljanovsk, ce qui impliquerait aussi des contrôles de douane.

La proposition vient dans un temps de possibilités qui s'amenuisent quant à la fourniture du matériel aux forces armées de la coalition en Afghanistan.

Au début du mois, le ministre américain de la Défense, *Leon Panetta*, a eu un rendez-vous avec le gouvernement du Kirghizstan pour souligner que l'Amérique aura besoin de l'utilisation de la base aérienne américaine au-delà de l'expiration du contrat en 2014, principalement comme centre de transit de rapatriement des troupes d'Afghanistan.

Les chemins de ravitaillement à travers l'ancienne Union soviétique sont aussi devenus indispensables à cause de cela, *parce que le Pakistan a fermé les voies de ravitaillement sur son sol après les attaques aériennes amé-*

*ricaines suite auxquelles une série de soldats pakistanais ont été tués.* La grande masse du ravitaillement pour les troupes terrestres est exécutée à travers la Russie, le Kazakhstan et par l'Ouzbékistan sur la ligne de train à grande vitesse.

L'«Iswestija» a cité l'analyste proche du Kremlin *Wjatcheslaw Nikonow* avec sa déclaration que l'accord sur l'aéroport russe permettrait à la Russie de demander des services aux USA en contrepartie. Nikonow a déclaré: «Si la Russie fournit un aéroport de transit, elle obtient la possibilité d'imposer ses exigences, ce sera un très bon argument de la politique extérieure.»

Les relations américano-russes ont été chargées dernièrement par le soutien de Moscou au régime syrien et par les plans américains de stationnement d'un bouclier antimissile en Europe.

Washington disait que le bouclier antimissile devrait repousser la menace de fusée iranienne, mais le Kremlin le voit comme une menace de la dissuasion nucléaire de la Russie, et il a exigé des garanties de sécurité de la part de Washington.

«Si les USA ne veulent rien changer à leurs projets, ils devraient donner des garanties crédibles que leurs installations de bouclier antimissiles tout autour de l'Europe ne sont pas dirigées vers nos armes nucléaires stratégiques», a dit Lawrow le mercredi 14 mars. «Si nos partenaires continuent d'ignorer nos intérêts légitimes de sécurité, la Russie devra prendre des contre-mesures respectives dans le domaine de la sécurité.»

Source: *The Associated Press* (AP) du 14/3/12 © 2012 The Associated Press. Tous droits réservés.

(Traduction *Horizons et débats*)

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le l'hebdomadaire en ligne *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– euros
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– euros
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– euros
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– euros
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer \_\_\_\_\_ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° \_\_\_\_\_ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: \_\_\_\_\_

Rue / N°: \_\_\_\_\_

NPA / Localité: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_

Date / Signature: \_\_\_\_\_

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51  
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich



# Renforcer et développer l'AELE en tant qu'alternative à Bruxelles!

Seuls comptent les objectifs économiques sans abandon de la souveraineté nationale

par René Roca

hd. L'UE se comporte comme si elle avait conçu la notion «Europe» ou pour le moins l'avait achetée.

Au cours des années de l'expansion à l'Est, menée tambour battant, les nouveaux pays de l'Est, attirés par l'appât, et les immigrants furent dûment instruits dans le sens qu'ils devaient se soumettre aux «valeurs» européennes. Mais quelques furent les personnes appelées pour ces entretiens (politologues, sociologues, futurologues et autres esprits éclairés des laboratoires d'idées), elles durent toutes reconnaître qu'il n'y avait pas de conceptions commune en ce qui concerne les «valeurs européennes». Les couleurs charmantes des révolutions récentes ne peuvent pas dissimuler le fait qu'il ne s'agit que de recherche d'argent et de pouvoir et qu'il n'y a la derrière qu'un grand vide.

Puis apparût «Lehman Brothers» et le mauvais présage que quelque chose ne fonctionne pas dans le système. Aujourd'hui, presque l'ensemble de l'Europe présente le même visage que la Russie au temps d'Eltsine. On a beau changer constamment de présidents, on ne voit pas poindre d'amélioration.

Il est grand temps de se préoccuper d'un plan B. Pour résoudre les difficultés économiques en toute liberté, il n'y a rien de mieux que l'«Association européenne de libre-échange» (AELE), qui laisse aux pays leur dignité et leur autonomie, se contentant de coordonner les activités économiques. La population allemande doit le faire comprendre à son nouveau président.

Quant aux Suisses, ils doivent faire la leçon à Schneider-Ammann, Didier Burckhalter et Mme Widmer-Schlumpf.

Il faut qu'ils comprennent enfin que le souverain, c'est-à-dire le peuple suisse, ne veut pas d'une adhésion à une construction de grande puissance dictatoriale et en faille, du fait que le pays, grâce à ses bons offices et le droit international humanitaire,

a sa place et ses obligations aux côtés des autres pays. Dans le cas contraire, il faut engager un dialogue qui doit aboutir à leur démission.

Dans les limites de leur souveraineté, tous les autres pays doivent s'atteler à la même tâche et faire comprendre à leurs dirigeants quelle démocratie ils désirent.

L'Association européenne de libre-échange (AELE) fut créée en 1960 par sept pays d'Europe occidentale, dont la Suisse. Aujourd'hui, l'AELE compte encore quatre membres soit l'Islande, la Norvège, la Suisse et le Liechtenstein. Les pays ayant quitté cette association ont adhéré à l'Union européenne (UE).

L'organe de direction de l'AELE est le Conseil, dans lequel se retrouvent tous les pays membres en parfaite égalité de droit et dotés d'une voix. Les décisions doivent être prises à l'unanimité. L'AELE fut dès le début conçue comme une zone de libre-échange purement économique et poursuivait comme objectif principal la suppression des barrières commerciales entre ses membres. La Convention dite de Stockholm, entrée en vigueur le 3 mai 1960, s'exprime ainsi dans son article 2:

- a) de promouvoir dans les territoires de l'Association et à l'intérieur de chaque Etat membre une expansion soutenue de l'activité économique, le plein emploi, une productivité accrue et l'utilisation rationnelle des ressources, la stabilité financière et l'amélioration continue du niveau de vie;
- b) de garantir que le commerce entre les Etats membres se réalise dans des conditions de concurrence loyale;
- c) d'éviter une disparité trop grande entre les Etats membres dans les conditions d'approvisionnement en matières premières produites à l'intérieur de la zone;
- d) de contribuer au développement harmonieux et à l'expansion du commerce mondial ainsi qu'à la disparition progressive des entraves.»

La Convention AELE ne contient aucune indication pour la création d'instances supranationales ou pour des compétences dans ce sens. De ce fait, la construction de l'édifice institutionnel de l'AELE est très simple, comparée à celui de l'UE, et ne provoque pas de grandes dépenses.

Le Conseil de l'AELE et les Etats membres ne poursuivent véritablement que des objectifs de politique économique, sans renoncer à leur souveraineté. Ainsi ils purent, et peuvent toujours renoncer de transférer des compétences étatiques à des organes communs. Les Etats membres décidèrent en commun et par étapes l'élimination des droits de douane sur les produits industriels. Ils exclurent expressément les produits agricoles de la libéralisation du commerce. Une politique agricole commune serait allée à l'encontre de la structure première d'une association souple. Ainsi, les Etats membres purent, au cours des cinquante dernières années, atteindre en grande partie leurs objectifs. Depuis 1994, l'AELE cherche à étendre ses relations à d'autres Etats et développe ses relations économiques au-delà de l'Europe.

L'AELE n'a jamais voulu se développer en une entité politique à l'instar de l'UE. Elle apportait son soutien sur une base de liberté et de volontariat à une coopération économique, laissant le domaine politique aux Etats membres et au Conseil de l'Europe. Les Etats membres (aujourd'hui au nombre de 47, y compris la Russie, mais sans les Etats-Unis) reconnaissent au travers du statut du Conseil de l'Europe les «valeurs spirituelles et morales qui sont l'héritage commun de leurs peuples», ainsi que les principes de la liberté individuelle et politique et de la préséance du droit. Le Conseil de l'Europe est, depuis sa création, une plateforme offrant des possibilités de discussions politiques et de préparations d'accords entre les Etats impliqués. Le Conseil de l'Europe, dont les membres ont souscrit à la *Convention européenne des droits*

de l'homme (CEDH) est l'instance politique centrale destinée à renforcer la démocratie en Europe, ce qui n'est pas le cas de l'UE qui va en sens contraire.

A l'encontre de l'UE, dont l'objectif est supranational, l'AELE ne veut pas d'un «marché commun». Les Etats membres de l'AELE refusent la libre circulation des facteurs travail et capital, de même que l'introduction d'une politique commune des transports et de l'agriculture, s'opposant ainsi à la «méthode Monnet», ainsi qu'à la volonté des Etats-Unis de réduire l'Europe au statut de vassal.

Depuis 1989, l'UE veut, à l'aide du «levier» de l'*Espace économique européen* (EEE), affaiblir les Etats membres de l'AELE, sauf la Suisse qui refusa d'y adhérer en 1992. L'EEE fut, à l'époque, une idée du président de la *Commission européenne*, Jacques Delors, qui voulait ainsi appliquer à la lettre la «méthode Monnet». L'EEE est comme l'UE une entité supranationale, ce qui signifie que le droit communautaire prime le droit national.

Il serait heureux que l'AELE se profile plus fermement comme alternative à l'UE et se concentre activement sur ses objectifs premiers ainsi que sur ses racines et objectifs historiques. Ce n'est possible qu'en s'opposant fermement à l'UE, afin que les générations actuelles prennent conscience de ce modèle et y réfléchissent mûrement en tant que voie vers l'avenir.

Nous n'obtiendrons «plus d'Europe» (dixit Joachim Gauck, président allemand) que dans la mesure où l'on renforcera la souveraineté des Etats et où l'on donnera la préférence au modèle de l'AELE plutôt qu'à la construction européenne. Ainsi l'AELE représenterait, par opposition à l'UE, l'espoir pour les peuples européens – surtout face à la crise sociale et économique actuelle – de pouvoir à l'avenir vivre en paix et en liberté, sur la base d'échanges économiques honnêtes dépassant les frontières du continent. •

## L'Europe ferait bien de réfléchir davantage

ts. Depuis l'ouverture du Rideau de fer, ce qui s'appelle aujourd'hui Europe participe à toute une série de guerres. Il en résulte une crise économique mondiale et une catastrophe économique européenne qui menace de dépasser tout ce que nous connaissons. Et cela uniquement pour que Goldman Sachs et d'autres banques puissent, dans leur avidité sans limites, ajouter quelques zéros au chiffre de leur fortune amassée illégalement. Et l'on prépare déjà la prochaine intervention de l'OTAN, cette fois en Somalie.

L'Europe n'a-t-elle rien d'autre à faire? Au lieu de préparer la guerre, ne ferait-elle pas mieux de réfléchir honnêtement au problème de la guerre et de ses conséquences?

Le texte que nous reproduisons ci-après, dû à la plume de Jean Rodolphe von Salis, date de 1945. Il nous rappelle avec force ce que la guerre signifie pour ses victimes: effondrement psychique, désespoir, sentiment d'avoir été trompé sur toute la ligne. Et cela pas seulement dans le camp de ceux qui ont été agressés. En effet, le boomerang lancé par l'agresseur revient détruire ses villes avec une force décuplée. A nous qui sommes nés après la guerre, von Salis fait comprendre qu'une guerre renverse toutes choses: «Celui qui était puissant est condamné à l'impuissance, celui qui était opprimé et souffrait est maintenant le maître.» Pour von Salis, les guerres

d'agression sont toujours un crime et on ne peut jamais les planifier et encore moins les limiter. Pour parler comme le grand dramaturge suisse Friedrich Dürrenmatt, elles tournent toujours à la catastrophe, et cela également pour les agresseurs. Le poète baroque Andreas Gryphius dans son poème «Les larmes de la patrie», Heinrich von Kleist dans sa magistrale nouvelle «la Marquise d'O...» et beaucoup d'autres écrivains ont constaté, après des guerres dévastatrices comme celle de Trente Ans ou celles de Napoléon et bien d'autres, que la guerre ne peut jamais être justifiée car elle obéit toujours à des mobiles inhumains et entraîne des actes inhumains. La jeunesse

d'Europe occidentale très instruite, bien nourrie et disposant de tout le nécessaire feraient bien, dans l'esprit des Lumières et de l'idéal humaniste du classicisme allemand, de s'engager, avec l'aide d'ânés pondérés, dans une politique axée sur l'honnêteté et la dignité humaine. Le monde nous regarde, ce monde devenu multipolaire qui aime à s'inspirer des valeurs occidentales dans la mesure où elles sont honnêtes et universelles, comme Kishore Mahbubani l'a affirmé à plusieurs reprises. Pour éviter que le boomerang ne revienne nous frapper, il n'y a qu'une chose à faire: ne pas commencer par le lancer. Tel est le testament spirituel laissé par J. R. von Salis.

### Avec l'Armée française «Rhin et Danube» en avril 1945

par J.R. von Salis

Avant son avancée vers le lac de Constance, vers le réduit alpin et sa participation à la victoire totale des armées alliées en Allemagne et en Autriche, la 1<sup>re</sup> Armée française a dû, de même que les Américains et les Anglais dans d'autres secteurs du front, livrer de durs combats. Il est manifeste que les Allemands avaient espéré priver l'adversaire des fruits de son passage du Rhin au moyen d'un «accueil chaud» et que partout, de la frontière hollandaise au Bade et au Wurtemberg, l'armée allemande et les dirigeants du Parti, malgré les revers essayés auparavant, ont été surpris par la violence et le succès de l'offensive alliée. Aussi invraisemblable que cela paraisse maintenant au vu de la ruine du Troisième Reich, l'effet de

surprise a joué un rôle important dans l'offensive allemande des Alliés et tout ce qu'on voyait témoignait de la surprise et du trouble causé par l'entrée réussie de l'ennemi dans la région située à l'est du Rhin.

La population civile ne s'y attendait vraisemblablement pas et l'apparition subite des Français dans les vallées de la Forêt-Noire, dans les petites villes situées au bord du Neckar et du Haut Danube a stupéfié, déconcerté et consterné les habitants. De nombreux habitants du Bade et du Wurtemberg espéraient sans doute que les troupes allemandes se retireraient en ordre rangé dans le réduit alpin pour y tenir tête à l'ennemi. Mais lorsque les cortèges interminables de prisonniers de guerre allemands dans un état

lamentable ont été conduits, à travers villes et villages, dans les camps qui avaient abrité les prisonniers de guerre alliés, le peuple a perdu ses derniers espoirs et ses dernières illusions.

#### Un peuple auquel on avait appris l'hypocrisie

Plus tard, d'autres réactions pourront se manifester dans la population de l'Allemagne occupée, mais pour le moment, on a l'impression d'un total effondrement psychique et d'un profond désespoir. Tout était trompeur: les Allemands avaient été trompés sur toute la ligne. Dans les régions les plus au sud, du Danube à la frontière suisse, les Français ont, dans certains endroits, été accueil-

lis avec amabilité et à Constance même avec joie. Il est possible qu'en beaucoup d'endroits, on soit soulagé que les bombardements aient cessé et à Stuttgart, un passant, un homme simple, âgé, nous a dit que c'était bien qu'on puisse de nouveau dire ce qu'on pensait sans se sentir espionné et en danger de mort pour un mot de travers: «Les nazis ont fait de nous un peuple d'hypocrites et il est grand temps que nous puissions de nouveau dire ce que nous pensons.» D'un autre côté, le sentiment dominant est une méfiance à l'égard de la nouveauté, de l'inconnu, en un mot de l'occupation par des troupes étrangères. A cela s'ajoute une incertitude totale quant à l'avenir du pays. Les Allemands sont accablés, anxieux, mais aimables, prêts à



# En Grèce, la faim s'établit

par Gerd Höhler

Les paroles d'encouragement de la politique ont pour de nombreux Grecs un ton cynique. Après trois ans de récession et d'innombrables mesures d'austérité, ils sont découragés et accablés. La faim et le désespoir se déploient.

Athènes. *Sotiris Panagopoulos* recompte son argent. Mais il n'y en aura pas plus pour autant. 599,95 euros: Avec ça il devra dans les quatre prochaines semaines entretenir sa femme et ses deux enfants en bas âge. «Comment va-t-on y arriver?» demande cet homme de 35 ans désespérément. 320 euros sont réservés pour la location, en plus il faudra payer les factures d'eau et d'électricité. «En fait, il ne nous reste qu'à peine sept euros par jour pour vivre.» Il y a cinq mois, il a perdu son travail de plombier. L'entreprise a fait faillite d'un jour à l'autre, 23 personnes se sont retrouvées dans la rue.

Panagopoulos n'est pas le seul qui, en ce matin pluvieux, va chercher son allocation

chômage à l'agence de l'emploi de Perama. La file d'attente s'allonge chaque mois. Perama se situe à une petite heure à l'ouest d'Athènes sur le golfe Saronique, autrefois, la ville était le centre de l'industrie de la construction navale grecque. Aujourd'hui, ce lieu de 25 000 habitants détient le record du taux de chômage en Grèce: environ 60%. La plupart des entreprises ont des problèmes depuis des années, parce qu'elles ne peuvent plus concurrencer les grands chantiers navals d'Asie. La récession a fait le reste.

«Ici, rien ne fonctionne plus», déclare *Panagiotis Kosmas*. Il est dans son snack près d'une station de bus et attend la clientèle. Mais la plupart des portes des fabriques ici sur la rive sont verrouillées depuis longtemps. On n'entend plus que quelques voix de travailleurs, les coups de leurs marteaux et le chuintement du chalumeau dans les quelques chantiers navals qui restent. Kosmas déclare que «Perama meurt à petit feu».

Il veut partir de son snack et chercher un nouvel emplacement pour sa cabane.

Les Grecs en troisième année de crise: un peuple découragé et désespéré, accablé par toujours plus de mesures d'austérité. Depuis le début de la crise, l'économie s'est dégradée de presque 15%. Selon l'institution des statistiques de l'UE, *Eurostat*, déjà 28% des Grecs entre 18 et 64 ans vivent au seuil de la pauvreté. Selon un sondage, une PME sur quatre craint de devoir fermer son entreprise «prochainement».

La société grecque atteint la limite de ses possibilités. Du moins, cela vaut pour les plus pauvres et pour la couche moyenne. Car les Grecs ne sont pas tous assommés – devant les clubs de nuit sur la Iera Odos, la voie sacrée, et les cafés de plage onéreux dans le faubourg de Vouliagmeni, on trouve toujours les gros véhicules tout terrain.

Les Etats de la zone euro et le FMI ont déjà versé 73 milliards d'euros à Athènes depuis mai 2010, maintenant, 130 milliards d'euros sont de nouveau mis à disposition dans le cadre du deuxième plan de sauvetage. Quand les chefs de gouvernement des Etats de l'UE se réuniront une nouvelle fois à Bruxelles, ils souligneront à nouveau l'importance de l'encouragement à la croissance dans les pays membres. Toutefois, ils ne décideront pas de mesures concrètes.

## «Nous faisons face à une crise humanitaire – ici dans notre propre pays»

La plupart des Grecs n'ont pas le sentiment que l'aide leur rende service. Ils en ont assez des espoirs qui ne se réalisent pas et des promesses des politiciens qui garantissent l'arrêt proche de l'effondrement économique. L'ancien ministre des Finances *Giorgos Papakonstantinou* a promis il y a deux ans, qu'«à la fin 2011», l'économie va croître de nouveau. En fait, le déclin est toujours plus rapide, la performance économique a baissé de presque 7% l'année dernière. On disait que l'année 2012 serait l'année du tournant. Ceci se révèle être déjà aujourd'hui une illusion.

*Nikitas Kanakis*, de la section grecque de l'organisation humanitaire «Médecins du monde», est quotidiennement confronté aux destins qui se cachent derrière ces chiffres. Depuis la fondation, il y a 22 ans, les 600 membres ont aidé dans environ 50 pays

au monde. Maintenant, ils se concentrent sur la Grèce. Ils s'occupent dans quatre villes des permanences médicales dans lesquelles les personnes nécessiteuses peuvent être traitées gratuitement. Le point brûlant est la métropole du chômage Perama.

«Nous faisons face à une crise humanitaire – ici dans notre propre pays», déclare le docteur *Kanakis*. Pendant la guerre d'Irak, son organisation a envoyé 150 camions de biens humanitaires à Bagdad. L'année dernière, elle a encore envoyé six containers remplis de denrées alimentaires par bateau en Ouganda. «Maintenant, nous avons besoin de tous les aliments ici», raconte *Kanakis*.

Chaque jour, il y a de plus en plus de gens qui viennent à la permanence médicale de Perama. Celui qui devient chômeur en Grèce, perd aussi après un an son assurance-maladie d'Etat. Mais les êtres humains qui viennent quotidiennement en grand nombre voir les «Médecins du monde», n'ont pas seulement besoin d'assistance médicale. «De plus en plus de visiteurs ne demandent pas de médicaments, mais ils ont faim et demandent instamment quelque chose à manger», rapporte *Kanakis*. Ce qui se passe dans son pays est «choquant et honteux», dit-il.

## La plus grande soupe populaire d'Athènes

Ce qui est honteux également pour un pays de l'UE, ce sont les scènes qui se déroulent dans la rue du Pirée à Athènes au numéro 35, un vieil établissement de deux étages. Derrière la porte en bois bleue se trouve la plus grande soupe populaire d'Athènes. La file d'attente pour une soupe chaude aux haricots ou une assiette de pâtes augmente quotidiennement. Presque 15 000 personnes sont nourries quotidiennement dans les cuisines de soupe populaire d'Athènes. En outre, l'Eglise orthodoxe approvisionne dans tout le pays 250 000 personnes dans le besoin. «Ensemble, nous pouvons y arriver»: Avec ce slogan, on fait appel dans les supermarchés grecs aux dons alimentaires, une action de la station de radio *Skai*. A côté des caisses se trouvent des bacs, dans lesquels ceux qui ont encore assez peuvent laisser des conserves, de l'huile d'olive, des pommes de terre, des pâtes ou du riz pour les repas des pauvres.

Suite page 8

Aperçu des mesures d'austérité grecques (en euros)	
576 millions	Economies dans les dépenses de médicaments
537 millions	Réductions des fonds pour la santé et les retraites; 500 millions sont issus du budget d'une nouvelle organisation nationale, qui doit garantir l'approvisionnement de base dans le système de santé, 15 millions issus du fond de la société de télécommunication OTE und 21 millions issus d'un fond d'un fournisseur d'électricité public
400 millions	Coupes dans le budget de la défense, 300 millions en renonçant à de nouveaux achats et 100 millions pour les coûts en cours
400 millions	Réductions des investissements publics
386 millions	Réductions des retraites principales et complémentaires
205 millions	Réductions des charges salariales pour le personnel
200 millions	Economies des dépenses administratives des ministères
86 millions	Réductions du budget du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, avant tout en supprimant des subventions
80 millions	Réductions dans le système éducatif, entre autre 39 millions d'économies sur les salaires d'enseignants de remplacement dans les écoles grecques de l'étranger tout comme 10 millions dans la promotion de la recherche et de la technologie
70 millions	Réductions des aides pour les campagnes électorales
66 millions	Coupes dans le budget du ministère des Finances en diminuant les retraites
59 millions	Réductions de la promotion communale
50 millions	Suppression des heures supplémentaires des médecins dans les hôpitaux d'Etat
43 millions	Réductions des allocations pour les familles ayant plus de trois enfants
25 millions	Réductions du budget pour la culture et le tourisme
3 millions	Réductions des charges salariales du personnel des institutions publiques

nous rendre service, à nous renseigner scrupuleusement, à obéir avec discipline et ponctualité aux ordres de l'occupant, à travailler avec sérieux quand un commandant de place réquisitionne des hommes, à respecter strictement les interdictions de sorties ou d'autres ordres. Les Français se sont trouvés en présence d'un peuple qui, malgré sa défaite et sa déception, était resté discipliné, travailleur et convenable, ce qui a grandement facilité les rudes tâches des autorités d'occupation. Partout, les autorités locales et les autorités militaires françaises ont jusqu'ici collaboré sans difficultés.

### La guerre entraîne un renversement de toutes choses

Aujourd'hui, l'Europe assiste au renversement de toutes choses: celui qui était puissant est condamné à l'impuissance, celui qui était opprimé et souffrait est maintenant le maître. Il existe en Allemagne deux sortes d'individus heureux: les soldats des armées victorieuses qui, auréolés de gloire militaire, sont récompensés pour les combats ponctués de sérieux revers qu'ils ont livrés pendant plusieurs années, et les travailleurs forcés étrangers, les déportés et les prisonniers de guerre dont l'esclavage a pris fin: avec la défaite de l'Allemagne, ils ont recouvré la liberté et un nouvel espoir. Le régime nazi vaincu a contracté une lourde dette envers le peuple allemand en abandonnant sans protection la population civile: femmes, vieillards, enfants et travailleurs étrangers. Lorsque la Wehrmacht s'est retirée de Stuttgart, un officier supérieur français a déclaré avoir assisté à un «soulèvement d'esclaves». Des étrangers affamés, vêtus de haillons, travaillant et vivant dans des conditions oppressantes, retrou-

vaient soudain la liberté, voulaient pouvoir manger à leur faim et se vêtir convenablement. Il y avait partout de ces travailleurs forcés étrangers et des déportés. Ils devaient être extrêmement nombreux car c'est surtout eux qu'on voyait dans les rues des villes et des villages d'Allemagne du Sud. En outre, les prisonniers des stalags savouraient leur liberté retrouvée tout comme les prisonniers qui n'étaient pas internés dans des camps mais étaient affectés au travail obligatoire chez des paysans ou dans des entreprises.

### Des gens arrachés à leur pays natal

La tâche des autorités françaises d'occupation n'était pas facile car il s'agissait de canaliser ces flux, de regrouper les prisonniers et les esclaves libérés, de leur rendre justice, de prévenir les désordres et les débordements ou d'y mettre fin là où ils s'étaient produits. Dans un pays où aucun train ne circule plus, ne peut plus circuler parce que les Allemands, dans leur rigueur et leur minutie sans égales, ont mis hors d'usage la totalité de leur réseau ferroviaire après que les bombes anglo-saxonnes eurent depuis longtemps détruit de nombreuses gares et de nombreux ponts importants et où le réseau routier est encombré par les véhicules d'une armée en guerre, le transport des prisonniers libérés et des déportés occasionne toutes sortes de difficultés.

On les rencontre dans tout le pays, dans les villages de la Forêt-Noire, dans le Jura souabe, sur toutes les routes alors qu'ils s'apprentent à quitter par petits groupes ce pays inhospitalier, portant quelques affaires et tirant souvent une charrette. Les plus nombreux sont les Français, qui ne sont pas loin de l'Alsace. Mais il y a également beaucoup de Russes qui ne se laissent pas

rebuter par la perspective d'un long déplacement en direction du nord. On reconnaît ces étrangers aux rubans aux couleurs nationales qu'ils portent au revers de leurs vestes. La plupart sont encore dans les localités où ils étaient internés et attendent qu'on les transporte. Nous avons rencontré énormément de Hollandais. Parmi ces déportés, le nombre des enfants de tous âges est étonnamment élevé. De jeunes Russes de dix-douze ans traînent dans les rues et constituent avec leurs compagnons d'infortune un bon public pour les militaires français qui défilent. Un dimanche matin, alors que nous attendions à l'orée d'une forêt du Jura souabe que notre voiture soit réparée, un père polonais s'est approché, tenant ses deux petites filles à la main, et nous a expliqué dans un allemand maladroite qu'il revenait de la messe. Cela doit être un sentiment inouï, après cinq ans de captivité et d'humiliation, que de pouvoir traverser champs et forêts pour se rendre avec ses enfants à l'église du village le plus proche et de jouir de la liberté retrouvée. Rapidement, les Français ont organisé des «centres d'accueil» pour les prisonniers et les travailleurs forcés libérés où ils peuvent manger, boire du café et dormir. A Spire, nous les avons rencontrés au milieu de l'après-midi dans un café réquisitionné à cet effet où l'orchestre allemand joue pour ces gens qui ne sont pas tous joyeux car ils ont trop souffert et ne savent pas si, à la maison, leurs proches sont encore en vie et si leur ville ou leur village a été épargné par les bombes. Buvant leur café, des vieillards côtoient de jeunes garçons. Quelle rage funeste a causé tout ce malheur, arraché tous ces gens à leur pays natal, les a chassés de par le monde, les faisant atterrir dans des petites villes alle-

mandes et former des espèces de tours de Babel où personne ne comprend la langue de l'autre et où une armée française doit venir mettre de l'ordre et faire en sorte de ramener ces malheureux dans leur pays.

### La guerre est un effroyable boomerang

L'effroyable boomerang qu'Hitler et Göring ont lancé il y a cinq ans dans le ciel européen lorsqu'ils ont voulu «rayer de la carte» des villes étrangères avec leur armée de l'air est revenu après son vol dévastateur et a frappé les villes allemandes avec une force mille fois supérieure. Le spectacle de ces villes autrefois florissantes est désolant et bouleversant. Personne ne peut, devant ces jouets géants démolis, incendiés, brisés, broyés, tordus qui forment un fouillis inextricable, parvenir à un jugement équilibré, tant on est sous l'emprise de sentiments contradictoires. On voit des lilas et des genêts en fleurs et même dans les jardins de maisons détruites, des tulipes et d'autres fleurs qui, malgré tout, exposent leurs couleurs fraîches sous le soleil printanier; les arbres et les arbustes déploient avec impatience leur feuillage et témoignent du triomphe de la nature sur le récent ouvrage destructeur des hommes. Stuttgart est en ruine. Seuls les quartiers résidentiels situés sur les collines alentour sont intacts. La gare, dont la façade est encore noire de fumée, offre à la vue un désordre chaotique de ferraille tordue. L'Hôtel Marquardt a complètement brûlé, le château royal n'est plus qu'une façade rococo. A côté, le bâtiment imposant qui abritait le Centre pour la propagande à l'étranger du parti nazi est également à moitié détruit: Stuttgart était en

Suite page 8



## «En Grèce, la faim s'établit»

suite de la page 7

## «Mâchez le plus longtemps possible vos aliments» – conseils du temps de l'Occupation allemande de 1941–1944

«Les recettes de la faim» – c'est ainsi que s'intitule un livre qui commence à devenir un best-seller en Grèce. De plus en plus de Grecs paient volontairement les 12,90 euros que coûte ce volume – beaucoup dans l'espoir d'économiser de l'argent en le lisant. L'historienne *Eleni Nikolaidou* a écrit ce livre. «L'idée m'est venue en lisant par hasard dans un journal datant des années de guerre, un article intitulé «c'est ainsi qu'on récolte des miettes de pain», raconte l'écrivain. Pendant 18 mois, *Nikolaidou* a examiné les archives des journaux grecs des années 1941–1944, période de l'Occupation allemande.

Elle a rassemblé des recettes qui permettent de nourrir tant bien que mal une famille dans des conditions très difficiles. «Mâchez vos aliments le plus longtemps possible afin que l'estomac ressente le rassasiement plus longtemps», est un des conseils.

Durant l'hiver 1941/42, 300 000 personnes sont mortes de faim et de froid en Grèce, parce que les Allemands avaient confisqué tous les combustibles et denrées alimentaires. La situation n'est pas encore aujourd'hui aussi désespérée qu'elle l'était à cette époque. Mais pour la première fois depuis la fin de la guerre, un Grec sur cinq est au chômage. Chez les adolescents, un jeune sur deux est sans emploi. Les ruines calcinées et les façades noires de suie, qui rappellent les graves troubles d'il y a deux semaines, laissent entrevoir la violence potentielle qui se cache derrière cette statistique.

## Sortir de l'UE

Selon le baromètre politique récent, neuf Grecs sur dix considèrent leur pays sur la mauvaise voie. La Grèce aborde sa cinquième année de récession. Comme la performance économique diminue continuellement, les taux de déficits et de dettes augmentent. C'est pourquoi le ministre des Finances augmente à nouveau les impôts et comprime le budget encore davantage pour satisfaire aux mesures d'épargne dictées par les créanciers internationaux. Ainsi, il retire au circuit économique encore plus d'argent et pousse le pays plus profond dans la récession. Cette année, le PIB baissera probablement de 5%.

Source: *Handelsblatt* du 21/3/12  
(Traduction *Horizons et débats*)

## Comment le capitalisme américain arriva chez nous

## Les problèmes sont de nature systémique

*Le capitalisme américain se distingue en premier lieu par une pensée à court terme axée sur le rendement, avec répartition des bénéfices maximale (dividende trimestriel, bonus exorbitants) alors que des réflexions sur le risque, le principe de précaution, des régulations étatiques (au lieu de la protection de l'économie nationale, le principe de cassis de Dijon et la liberté de la circulation des capitaux) des préoccupations morales et sociales (assurances sociales, santé publique, instruction publique, démocratie directe) ou la protection de l'environnement (génétique, brevet vital, CO<sub>2</sub>) sont refoulés ou totalement occultés.*

pa. L'exemple qui suit montre comment, partant des USA depuis la fin de l'empire soviétique, la mondialisation a été imposée dans presque tous les Etats, particulièrement par la privatisation du service public.<sup>1</sup> La carrière d'un de ses protagonistes les plus importants en Suisse – ayant un rayonnement international<sup>2</sup> – illustre cela:

*Ernst Buschor*, né en 1943, après ses études et son doctorat à l'Université de Saint-Gall (HSG) obtint en 1971 un mandat d'expert en affaires financières du Conseil de l'Europe. En 1975 il devint chef de la gestion financière du Canton de Zurich où il introduisit – un prototype pour la Suisse – le «nouveau modèle de calcul» emprunté à l'économie privée,<sup>3</sup> lequel permet, par opposition au calcul traditionnel étatique entrées/sorties (caméralistique), une politique étendue de la dette et une cosmétique du bilan (par ex. «constitution de capital» par l'activation de routes et de forêts non commercialisables, etc). En 1985 Buschor fut appelé comme professeur à la HSG, où il encouragea l'importation de théories provenant de l'espace anglo-saxon, exerça une activité de conseiller riche et variée et contribua de façon déterminante à la formation d'un modèle suisse de la réforme administrative américaine en «New Public Management (NPM)»<sup>4</sup> la soi disant «direction administrative orientée vers l'efficacité».

En 1993 Ernst Buschor entra au gouvernement du canton de Zurich. Dans les années 1990, Buschor réussit à introduire des réformes néolibérales aux conséquences imprévisibles dans l'administration publique, dans l'instruction publique et dans la santé publique. Il inaugura une politique

## Conseil fédéral: interdiction de portables à cause du danger d'espionnage?

Pour des raisons de sécurité, il est dorénavant interdit d'avoir un portable sur soi lors des séances du Conseil fédéral. Le Conseil fédéral est-il soumis à l'espionnage? Pour les experts, cela semble tout à fait possible.

De nouveaux détails concernant l'interdiction de portables lors des séances du Conseil fédéral ont été rendus public: le porte-parole *André Simonazzi* a confirmé au «Blick» que cette décision avait été prise pour des «raisons de sécurité». Jusqu'à présent, on soupçonnait que des indiscretions avaient fait pencher la balance. Le Conseil fédéral est-il soumis à l'espionnage? Techniquement cela ne poserait pas de problème, a déclaré le spécialiste IT *Ulrich Fiedler*. «Si l'on introduit clandestinement un code correspondant dans un portable, on peut enregistrer des entretiens par le micro du portable ou les transmettre au réseau. Le portable fonctionne alors

comme un micro caché.» Pour cela, il suffit qu'un spécialiste ait brièvement en main ce portable. Mais on pourrait aussi pirater des informations à l'aide d'un poste d'écoute.

En cachette, on discute et se demande qui pourrait bien être intéressé à épier le Conseil fédéral.

L'expert en stratégie *Albert A. Stahel* y voit avant tout une raison. «Les gouvernements des Etats-Unis, de la France, de l'Allemagne etc. s'intéressent aux informations sur la stratégie du Conseil fédéral concernant les négociations au sujet de la place financière suisse. Leurs services secrets pourraient avoir reçu l'ordre d'épier le Conseil fédéral.» Avec de telles informations les gouvernements développeraient et réaliseraient des contre-stratégies. [...]

Source: *www.20minuten.ch* du 22/3/12  
(*Simona Marty*)  
(Traduction *Horizons et débats*)

des caisses vides et des promesses à tous les partis prétendant qu'on pouvait économiser de l'argent sans diminuer les prestations et sans devoir remettre en cause des acquis sociaux, tout en éliminant de larges portions du processus démocratique de la politique budgétaire et en ignorant toute stratégie de communication rigoureuse.<sup>5</sup>

Après avoir chamboulé, en tant que chef de la direction de la Santé publique et d'Assistance publique, la Santé publique au moyen de réformes NPM, Buschor fut, de 1995 à 2003 en tant que directeur de l'instruction publique, responsable des réformes NPM du système éducatif, réformes profondes et anti-pédagogiques.<sup>6</sup> Au début, son ambitieux «projet d'école 21», avec l'anglais et l'utilisation d'ordinateurs dès la première année primaire, dont le modèle l'avait enthousiasmé en Californie, échoua. Plus tard, il imposa l'anglais précoce et le contesté système MAB d'évaluation des maîtres et il introduisit des écoles comme des «Profit Centers avec CEO». Lorsqu'à la fin 2002 Ernst Buschor voulut garantir ses réformes NPM dans la loi sur l'école primaire avec douze projets partiels, le peuple zurichois la refusa par une majorité négative de 52%. En même temps

Buschor mit à exécution les réformes NPM à l'université, ce qui entraîna un changement culturel en direction de «l'auto-organisation» et – comme dans les universités américaines – à l'influence de sponsors de l'économie sur le domaine de la recherche scientifique qui jusqu'ici avait été libre.

Les influences de Buschor – même au-delà de la Suisse – consistant à agir dans le sens du capitalisme américain étaient extraordinaires. Le cumul de positions élitaires dirigeantes dans diverses sociétés promut Buschor dans une situation de réformateur efficacement puissant. Il était membre de nombreuses commissions, dont l'harmonisation suisse des ménages publics (présidence), président du programme national de recherche «efficacité des mesures étatiques», président de la commission suisse de planification universitaire, président de la société suisse des sciences administratives qui se transforma dans les années 90 en un important forum de diffusion du «New Public Management». De 1998 à 2003, Buschor fut membre du conseil des Hautes écoles suisses et en 2001/02 vice-président de la confé-

Suite page 9

## «L'Europe ferait bien de ...»

suite de la page 7

effet la capitale de la promotion de la «germanité à l'étranger».

## Accents de la Marseillaise à Stuttgart

A proximité de la Hauptstrasse, un bataillon d'infanterie français a pris place en vue d'une remise de drapeau. Il s'agit d'anciens F.F.I. qui s'étaient engagés volontairement pour deux ans, qui ont reçu une formation militaire et fait leurs premières expériences dans une campagne militaire et qui ont été admis en tant qu'unité régulière dans l'Armée française. L'Armée française d'Allemagne du Sud devrait maintenant avoir accueilli un à deux régiments de FFI. (Les officiers du maquis qui voulaient entrer dans l'Armée ont reçu une formation de cadres et les autres cadres de ces nouvelles unités ont une formation d'officiers de carrière.) Ces très jeunes soldats parfaitement alignés qui portent des uniformes kaki seyants et des jambières blanches, présentent les armes devant le drapeau du régiment tandis que les accents de la Marseillaise retentissent dans la ville en ruines. Des travailleurs forcés étrangers, quelques autochtones – personnes âgées, jeunes filles et enfants pâles – contemplent fascinés ce spectacle contrasté. Le bataillon marche le long de la Hauptstrasse, musique en tête, en direction du château. C'est devant sa façade trouée, avec ses restes d'ornements, qu'a lieu le premier défilé d'un régiment français dans la capi-

tale conquise du Wurtemberg. La bataille de Stuttgart entrera peut-être dans l'histoire militaire comme un exemple d'opération de guerre de mouvement moderne parfaitement menée. Le 30 mars, lorsque les unités commandées par de *Lattre* ont traversé le Rhin de nuit entre Spire et Germersheim, elles ont trouvé, après la dépression de Pforzheim, devant Stuttgart, quatre divisions allemandes qui s'attendaient à un assaut frontal de l'ennemi. De *Lattre* n'a laissé que peu de troupes à l'ouest de Stuttgart et a envoyé une division blindée vers le sud à travers la Forêt-Noire où les Allemands considéraient une attaque comme improbable en raison de la nature du terrain. Près de Freudenstadt où ont eu lieu de violents combats, la division blindée a obliqué vers le nord-ouest et est arrivée au sud de Stuttgart. Menacés dans leur dos, attaqués par l'avant par des troupes venant de la direction de Pforzheim, les défenseurs de Stuttgart étaient déconcertés et ont dû abandonner la ville aux Français le 21 avril. Au même moment, des troupes françaises venant de Karlsruhe (qui était tombée dès le 4 avril aux mains des Français) avançaient vers le sud sur la rive droite du Rhin. A Rastatt, nous avons vu les traces de rudes combats. A la gare était accrochée une banderole déchirée mais encore lisible sur laquelle on pouvait lire «Victoire allemande ou chaos bolchévique». Ces troupes se sont ensuite emparées de Kehl et après qu'elles eurent passé au peigne fin les hauteurs de la Forêt-Noire, toute menace sur Strasbourg en provenance du Bade a été éliminée. En plus de l'unité qui avait mené l'as-

saut de Stuttgart, une autre unité a avancé depuis les environs de Freudenstadt vers le sud, en direction de la Suisse où elles ont coupé la retraite des éléments des quatre divisions allemandes qui se trouvaient au bord du Rhin et sur les contreforts méridionaux de la Forêt-Noire. Lors d'une tentative du général qui en avait le commandement de se joindre, grâce à une percée, au gros de l'Armée allemande qui se trouvait au bord du lac de Constance, ces quatre divisions – qui comptaient encore environ 12 000 hommes – ont été anéanties par l'aviation et l'artillerie motorisée françaises et le reste des troupes a été fait prisonnier. Seule la liquidation de ces poches ennemies de la Forêt-Noire a permis aux Français d'avancer, au cours de la dernière semaine d'avril, vers le lac de Constance. Mais avant, il avait fallu sécuriser la ligne du Neckar et passer le Danube près de Donaueschingen et Sigmaringen tandis que des troupes françaises venues de Sigmaringen occupaient Ulm.

## Mûrs pour la défaite totale

Voilà, schématiquement, comment s'est déroulée la campagne d'Allemagne du Sud qui a duré exactement quatre semaines. Elle a brisé la résistance de la Wehrmacht. La 19<sup>e</sup> Armée allemande et les deux corps d'armée qui lui avaient été adjoints au cours de la dernière phase mais auxquels manquait le soutien de l'armée de l'air étaient démembrés, partiellement anéantis et en grande partie réduits en captivité avec leurs généraux. Du côté français, les commandants de ces opérations étaient les généraux *de Monsabert* et

*Béthouart*. De *Lattre* et ses collègues américains cherchaient à atteindre le réduit alpin le plus rapidement possible afin que l'adversaire ne puisse plus s'y défendre. C'est pourquoi les objectifs de la progression des troupes françaises étaient Feldkirch à l'ouest et Immenstadt plus à l'est. Comme l'anéantissement de l'adversaire était déjà acquis avant qu'il ait le temps de se retirer en bon ordre dans les Alpes, les armées de *Patch* et de *Lattre* ensuite ont pénétré dans le sud de la Bavière et en Autriche sans rencontrer de résistance. La Wehrmacht était mûre pour la défaite totale après qu'elle eut donné pendant des années à ses adversaires l'exemple de la guerre totale.

Lorsque dans la nuit du 29 avril nous sommes rentrés en Suisse par Constance, nous savions que la guerre s'achevait. Tout était quasiment terminé car il n'est pas possible qu'une armée puisse être plus complètement vaincue, un pays plus effondré que l'Allemagne et sa Wehrmacht. Il existe là-bas encore des villes intactes, comme Baden-Baden et Spire, il y a des petites villes, comme Sigmaringen et Tübingen qui n'ont pas ou guère souffert, il y a des villages intacts, des terres riches, des champs cultivés, de vastes forêts. Sur cette base et sous l'occupation étrangère, probablement encore longtemps sans Etat, mais modestement et avec assiduité, le peuple allemand va devoir se bâtir une nouvelle existence au cours de longues années.

Source: J. R. von Salis, *Bei der Armee «Rhein und Donau» in: Kriege und Frieden in Europa. Politische Schriften und Reden 1938–1988*, Orell Füssli, Zürich Wiesbaden, 1989, p. 79–85



# La Russie et l'évolution du monde

par Vladimir Poutine

thk. Le 27 février dernier, l'ex-Premier ministre Vladimir Poutine a publié dans le quotidien russe «Moskovskie Novosti» l'article ci-dessous. C'était peu avant les élections présidentielles. Au milieu des hurlements de la propagande antirusse menée par l'Occident, cet article au riche contenu est passé totalement inaperçu et rares sont ceux qui ont pris connaissance des réflexions de Poutine concernant le droit international et le droit constitutionnel ainsi que de son analyse de la situation politique mondiale.

C'est pourquoi la rédaction d'Horizons et débats a décidé de publier ce texte dans son intégralité.

Dans mes articles, j'ai déjà abordé les principaux défis extérieurs auxquels la Russie est confrontée à l'heure actuelle. Cependant, ce thème mérite d'être discuté plus en détails, et pas seulement parce que la politique extérieure fait partie intégrante de toute stratégie nationale. Les défis extérieurs et l'évolution du monde qui nous entoure nous poussent à prendre des décisions d'ordre économique, culturel, budgétaire et dans le domaine des investissements.

## La Russie fait partie du vaste monde

La Russie fait partie d'un grand monde, aussi bien du point de vue de l'économie et de la diffusion de l'information que de la culture. Nous ne pouvons pas et ne voulons pas nous isoler. Nous espérons que notre ouverture permettra d'améliorer le bien-être et la culture des citoyens russes et de renforcer la confiance, qui devient une ressource rare. Mais nous prendrons systématiquement appui sur nos intérêts propres et nos objectifs, et non pas sur des décisions dictées par un tiers. La Russie n'est respectée et prise au sérieux que lorsqu'elle est forte et qu'elle se tient fermement campée sur ses positions. La Russie a pratiquement toujours eu le privilège de pouvoir mener une politique étrangère indépendante. Et ce sera le cas également à l'avenir. Qui plus est, je suis convaincu qu'il n'est possible d'assurer la sécurité dans le monde qu'avec la Russie, et non pas en s'efforçant de l'évincer, d'affaiblir ses positions géopolitiques et sa capacité de se défendre.

Les objectifs de notre politique étrangère revêtent un caractère stratégique, non conjoncturel, et reflètent la place exclusive de la Russie sur la carte politique mondiale, son rôle dans l'histoire et dans l'évolution de la civilisation.

Nous poursuivons, évidemment, une politique proactive et constructive, visant à renforcer la sécurité globale, à renoncer à la confrontation, à réagir efficacement aux défis tels que la prolifération des armes nucléaires, les conflits régionaux et les crises, le terrorisme et le trafic de drogue. Nous ferons tout pour que la Russie dispose des derniers acquis du progrès scientifique et technologique, et pour assurer à nos entreprises une place importante sur le marché mondial.

«Il est préoccupant de voir que bien que nos «nouvelles» relations avec l'Otan n'aient pas encore acquis une forme définitive, l'Alliance commet déjà des actes qui ne contribuent en aucun cas à l'établissement d'un climat de confiance. En elle-même, une telle pratique affecte le calendrier international, empêche de définir un ordre du jour positif dans les relations internationales et ralentit les changements structurels.»

Nous ferons tout pour que la mise en œuvre du nouvel ordre mondial, basé sur les réalités géopolitiques contemporaines, se déroule de manière progressive, sans perturbations inutiles.

## La confiance érodée

Comme auparavant, je pense que les principaux fondements incluent le droit fondamental à la sécurité pour tous les Etats, le caractère inadmissible de l'utilisation excessive de la force, et le respect à la lettre des principes fondamentaux du droit international. Le mépris de ces règles provoque la déstabilisation des relations internationales.

Et c'est précisément à travers un tel prisme que nous percevons certains aspects du comportement des Etats-Unis et de l'Otan, qui ne s'inscrivent pas dans la logique du développement contemporain, et qui sont fondés sur les stéréotypes de la politique des blocs. Tout le monde comprend à quoi je fais allusion. Il s'agit de l'expansion de l'Otan, qui se traduit notamment par le déploiement de nouveaux moyens d'infrastructure militaire, ainsi que les projets de l'Alliance (sur l'initiative des Américains) de mise en place en Europe du bouclier antimissile (ABM). Je n'aurais pas abordé ce thème si ces jeux n'étaient pas menés à proximité immédiate des frontières

russes, s'ils n'affaiblissaient pas notre sécurité et s'ils ne contribuaient pas à l'instabilité dans le monde.

Notre argumentation est bien connue, ce n'est pas la peine d'y revenir, mais, malheureusement, elle n'est pas prise en considération par nos partenaires occidentaux, qui refusent de l'entendre.

Il est préoccupant de voir que bien que nos «nouvelles» relations avec l'Otan n'aient pas encore acquis une forme définitive, l'Alliance commet déjà des actes qui ne contribuent en aucun cas à l'établissement d'un climat de confiance. En elle-même, une telle pratique affecte le calendrier international, empêche de définir un ordre du jour positif dans les relations internationales et ralentit les changements structurels.

Une série de conflits armés, menés sous le prétexte d'objectifs humanitaires, sape le principe séculaire de souveraineté nationale. Un autre vide, moral et juridique, se crée dans les relations internationales.

## Un nouveau vide moral et juridique est apparu dans les relations internationales

On dit souvent que les droits de l'homme priment sur la souveraineté nationale. C'est indéniable, de la même manière que les crimes contre l'humanité doivent être sanctionnés par la Cour pénale internationale. Mais lorsqu'en s'appuyant sur cette disposition, la souveraineté nationale est facilement violée, lorsque les droits de l'homme sont défendus de l'extérieur de manière sélective, et que ces mêmes droits sont violés au cours de ce processus de «défense», y compris le droit sacré à la vie, il ne s'agit pas d'une cause noble mais de démagogie pure et simple.

Il est important que l'ONU et le Conseil de sécurité puissent s'opposer efficacement au diktat de certains pays et à l'arbitraire sur la scène internationale. Nul n'a le droit de s'octroyer les prérogatives et les pouvoirs de l'ONU, notamment en ce qui concerne l'utilisation de la force contre des Etats souverains. Il est avant tout question de l'Otan, qui cherche à s'arroger des compétences qui ne sont pas celles d'une «alliance de défense.» Tout cela est plus que sérieux. Nous nous souvenons des vaines exhortations au res-

«L'invulnérabilité absolue pour l'un impliquerait la vulnérabilité absolue de tous les autres. Il est impossible d'accepter une telle perspective.»

## «Comment le capitalisme américain ...» suite de la page 8

rence universitaire suisse. De 2004 à 2007 il fut vice-président du conseil des écoles polytechniques fédérales (EPF). Depuis 2003 il siège au conseil de fondation de la fondation Jacobs et au conseil de fondation de la fondation Careum Zurich, depuis 2004 au conseil consultatif du Centre pour le développement de l'université (CDU). En 2005 il devint membre du comité directeur de la fondation Avenir à Zurich. De 2005 à 2007 il présida le conseil d'administration de la fondation Bertelsmann à Gütersloh. Il est membre correspondant de l'institut allemand de l'administration publique à Speyer.<sup>7,8,9</sup>

Bien qu'assez tôt des voix critiques se manifestèrent (p. ex. celle de Fred Malik, HSG) contre le modèle américain prétendument tellement efficace et que la presse faisait mousser, que le capitalisme américain et sa pratique de comptabilité générale pour l'établissement des bilans eût contribué en 2002 déjà aux plus grandes faillites d'entreprises mondiales (WorldCom, Enron «The World's Greatest Company», Arthur Andersen «Big five», Tyco, Global Crossing) et que des groupes suisses durent assainir leurs filiales américaines à coup de milliards de dollars, le capitalisme américain continuait à passer pour un modèle.

Les réformes suisses de l'administration et du droit administratif (réforme du droit des actionnaires etc.) furent poursuivies selon ce modèle, des managers américains furent his-

sés à la tête de groupes suisses et les «bonus d'arnaque» devinrent la règle en Suisse aussi. La grande récession de 2008 débuta en Amérique et se répandit en peu de temps dans le monde entier – rien qu'en Chine vingt millions d'emplois furent perdus – et des millions de personnes s'appauvrirent. L'économie politique moderne avec sa croyance au marché libre et à la globalisation avait promis le bien-être pour tous. Ces doctrines fondées sur l'économie de marché avaient fondé, durant ces dernières 25 années, que les marchés libres et illimités étaient efficaces et corrigeraient rapidement les erreurs. L'Etat devait se limiter aux tâches nécessaires parce que les régulations entravaient la force d'innovation de l'économie.

Le prix Nobel Stiglitz voit l'issue de la crise de l'économie mondiale actuelle dans une réorganisation du système de l'économie mondiale (cf. *Horizons et débats*, n° 21 du 31 mai 2010, «Le triomphe de la cupidité»): «La crise actuelle a révélé des vices fondamentaux du système capitaliste, ou du moins de la variante du capitalisme qui a émergé aux Etats-Unis dans les dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle (parfois nommée capitalisme «de style américain» ou «à l'américaine») [...] Face à des problèmes aussi omniprésents et permanents que ceux qui ont accablé le système financier américain, on ne peut tirer qu'une seule conclusion: ils sont systémiques. Avec ses fortes rémunérations et son obsession du profit, Wall Street attire peut-être plus que sa part de personnages éthiquement faibles, mais l'universalité du problème

indique qu'il y a des vices fondamentaux dans le système.»

<sup>1</sup> Zbigniew Brzezinski, *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*. (Original anglais: The Grand Chessboard. American Primacy and its geostrategic Imperatives.)

<sup>2</sup> E. Buschor: «Das Ausmass der Globalisierung wird nicht in Zürich entschieden.» «Wissensgesellschaft: Die Zukunft beginnt auf der Baustelle.» Revue Bilanz, 8/8/03

<sup>3</sup> Buschor, Ernst: «Das neue Rechnungsmodell für Kantone und Gemeinden» 1978, dans: *Forum statisticum* 10 (1978), p. 3–12

<sup>4</sup> Buschor, Ernst: «New Public Management als neuer Retter in der Not: Der anspruchsvolle Weg zum New Public Management.» 1997, dans: *Reflegs – Informations- und Personalmagazin des GS EMD* 1997, n° 7

<sup>5</sup> Pelizzari, A.: *Die Ökonomisierung des Politischen: new public management und der neoliberale Angriff auf die öffentlichen Dienste*, Konstanz 2001. ISBN 3-89669-998-9, Kapitel 3: Finanzpolitik und gesellschaftspolitische Gegenreformen im Kanton Zürich

<sup>6</sup> Le conseiller d'Etat E. Buschor aurait promis quelques mois après son passage à la direction de l'instruction publique de «faire descendre le système scolaire zurichois du haut de sa monture pédagogique et de le convertir en une entreprise de services.»

<sup>7</sup> Buschor, Ernst: «New Public Management: Reformbedarf auf Bundesstufe.» 2000, in: *Vom Service Public zum Service au Public* Zürich, 2000, p. 63–69. ISBN 3858238562

<sup>8</sup> Buschor, Ernst: *New public management. Internationale Erfahrungen und Beiträge* Ernst Buschor, Verlag Heidelberg Zündel & Partner Hrsg. 1996

<sup>9</sup> [http://de.wikipedia.org/wiki/Ernst\\_Buschor\\_%28%C3%96konom%29](http://de.wikipedia.org/wiki/Ernst_Buschor_%28%C3%96konom%29)

pect des normes juridiques et de la décence humaine élémentaire de la part des Etats qui ont été victimes d'opérations «humanitaires» et de bombardements opérés au nom de la «démocratie.» Ils n'ont pas été entendus, et on ne voulait pas les entendre.

## Les Etats-Unis et l'OTAN veulent jouer un étrange rôle à part dans le monde

Apparemment, l'Otan, et d'abord les Etats-Unis, ont leur propre perception de la sécurité, qui est foncièrement différente de la nôtre. Les Américains sont obsédés par l'idée de s'assurer une invulnérabilité absolue, ce qui est utopique et irréalisable, aussi bien sur le plan technique que géopolitique. C'est précisément le fond du problème.

L'invulnérabilité absolue pour l'un impliquerait la vulnérabilité absolue de tous les autres. Il est impossible d'accepter une telle perspective. Toutefois, pour des raisons bien connues, beaucoup de pays préfèrent ne pas en parler ouvertement. Mais la Russie appellera toujours les choses par leur nom, et elle le fera ouvertement. Je voudrais souligner une nouvelle fois que la violation des principes d'unité et du caractère inaliénable de la sécurité, et ce en dépit des nombreux engagements contractés selon ces principes, est susceptible d'engendrer des menaces très graves. En fin de compte, cela concerne également les Etats qui, pour diverses raisons, sont à l'origine de telles violations.

## Le printemps arabe: les leçons et les conclusions

Il y a un an, le monde a été confronté à un phénomène nouveau – des manifestations pratiquement simultanées dans de nombreux pays arabes contre les régimes autoritaires. Au départ, le printemps arabe était interprété comme porteur d'espoir de changements positifs. Les Russes étaient du côté de ceux qui aspiraient aux réformes démocratiques.

Cependant, il s'est rapidement avéré que dans de nombreux pays, la situation n'évoluait pas selon un scénario civilisé. Au lieu d'affirmer la démocratie et de défendre les droits des minorités, on a assisté à l'évincement de l'adversaire, à son renversement, une force dominante se trouvant remplacée par une autre force plus agressive.

L'ingérence extérieure, qui s'est rangée du côté de l'une des parties au conflit, ainsi que le caractère militaire de cette ingérence, ont contribué à une évolution négative de la situation. Tant et si bien que certains pays ont éliminé le régime libyen grâce à l'aviation, en se protégeant derrière des slogans humanitaires. Et l'apothéose a été atteinte lors de la scène répugnante du lynchage barbare de Mouammar Kadhafi.

## Nous devons favoriser la réconciliation intérieure en Syrie

Il faut empêcher de réitérer le scénario libyen en Syrie. Les efforts de la communauté internationale doivent être avant tout axés sur la réconciliation en Syrie. Il est important de réussir à stopper au plus vite la violence, quelle que soit son origine, d'ouvrir enfin le dialogue national, sans conditions préalables, sans ingérence étrangère et en respectant la souveraineté du pays. Cela créerait des prémisses à la mise en œuvre réelle des mesures de démocratisation annoncées par le gouvernement syrien. Le plus important est d'empêcher une guerre civile à part entière. La diplomatie russe a travaillé et travaillera dans ce sens.

Après une expérience amère, nous nous opposons à l'adoption de telles résolutions par le Conseil de sécurité des Nations Unies, qui seraient interprétées comme un coup d'envoi à une ingérence militaire dans les processus intérieurs en Syrie. Et c'est en suivant cette approche fondamentale que la Russie et la Chine ont bloqué, début février, une résolution qui, par son ambiguïté, aurait encouragé en pratique la violence exercée par l'une des parties en conflit.

## Logique improductive et dangereuse

A cet égard, étant donné la réaction très violente et presque hystérique au veto sino-russe,



### «La Russie et l'évolution du monde»

suite de la page 9

je voudrais mettre en garde nos collègues occidentaux contre la tentation de recourir au schéma simpliste utilisé auparavant: en l'absence d'aval du Conseil de sécurité des Nations Unies, formons une coalition des Etats intéressés. Et à l'attaque.

#### La logique d'un tel comportement est improductive et dangereuse

La logique même d'un tel comportement est pernicieuse. Elle ne mène à rien de bon. En tout cas, elle ne contribue pas au règlement de la situation dans un pays frappé par un conflit. Pire encore, elle déstabilise davantage l'ensemble du système international de sécurité et détériore l'autorité et le rôle central de l'ONU. Rappelons que le droit de veto n'est pas un caprice, mais une partie intégrante de l'ordre mondial consacrée par la Charte des Nations Unies – sur l'insistance des Etats-Unis, d'ailleurs. Ce droit implique le fait que les décisions auxquelles s'oppose au moins un membre permanent du Conseil de sécurité ne peuvent pas être cohérentes et efficaces.

J'espère que les Etats-Unis et d'autres pays tiendront compte de cette expérience amère et ne chercheront pas à lancer une opération militaire en Syrie sans l'aval du Conseil de sécurité des Nations Unies. D'ailleurs, je n'arrive pas à comprendre d'où viennent ces «démangeaisons belliqueuses». Pourquoi manque-t-on de patience pour élaborer une approche collective ajustée et équilibrée, d'autant plus qu'elle commencerait à prendre forme dans le projet de résolution syrienne, mentionné plus tôt. Il ne restait plus qu'à exiger la même chose de l'opposition armée que du gouvernement, en particulier de retirer les unités armées des villes. Le refus de le faire est cynique. Si nous voulons assurer la sécurité des civils, ce qui est la priorité de la Russie, il est nécessaire de raisonner tous les camps impliqués dans le conflit armé.

#### Des intérêts commerciaux plutôt qu'une préoccupation humanitaire

Et il existe également un autre aspect. Il s'avère que dans les pays touchés par le printemps arabe, de même qu'en Irak à l'époque, les sociétés russes cèdent leurs positions acquises au cours des décennies sur les marchés locaux et perdent des contrats commerciaux importants. Et les créneaux vacants sont récupérés par les acteurs économiques des pays qui ont contribué au renversement des régimes en place.

On pourrait penser que dans une certaine mesure, ces événements tragiques n'ont pas été motivés par le souci du respect des droits de l'homme, mais par la volonté de redistribuer les marchés. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons bien sûr pas rester les bras croisés. Et nous avons l'intention de travailler activement avec les nouveaux gouvernements des pays arabes afin de rétablir rapidement nos positions économiques.

Dans l'ensemble, les événements dans le monde arabe sont très instructifs. Ils montrent que la volonté d'instaurer la démocratie en utilisant la force peut conduire et conduit souvent au résultat inverse. On assiste à l'émergence de forces, y compris d'extrémistes religieux, qui cherchent à changer la direction même du développement des pays et la nature laïque de leur gestion.

La Russie a toujours eu de bonnes relations avec les représentants modérés de l'islam, dont l'idéologie est proche des traditions des musulmans russes. Et nous sommes prêts à développer ces relations dans les conditions actuelles. Nous sommes intéressés par la dynamisation des liens politiques, commerciaux et économiques avec tous les pays arabes, y compris, je le répète, ceux qui viennent de traverser une période de troubles. De plus, selon moi il existe de réelles conditions permettant à la Russie de conserver à part entière ses positions de leader sur la scène moyen-orientale, où nous avons toujours eu de nombreux amis.

En ce qui concerne le conflit israélo-arabe, la «recette miracle» qui permettrait de régler la situation n'a toujours pas été trouvée. Il ne faut en aucun cas baisser les bras. Etant donné la proximité de nos relations avec le gouvernement israélien et les dirigeants palestiniens, la diplomatie russe continuera à contribuer activement au rétablissement du processus de paix

de manière bilatérale et dans le cadre du Quartet pour le Moyen-Orient, en coordonnant ses actions avec la Ligue arabe.

#### «Soft power»

Le printemps arabe a également mis en évidence l'utilisation particulièrement active des technologies avancées de l'information et de la communication dans la formation de l'opinion. On peut dire qu'Internet, les réseaux sociaux, les téléphones portables, etc. se sont transformés, avec la télévision, en un outil efficace aussi bien de la politique nationale qu'internationale. C'est un nouveau facteur qui demande réflexion, notamment afin qu'en continuant à promouvoir la liberté exceptionnelle de communication sur le web, on réduise le risque de son utilisation par les terroristes et les criminels.

On emploie de plus en plus souvent la notion de «puissance douce» (soft power), un ensemble d'outils et de méthodes pour accomplir des tâches de politique étrangère sans utiliser les armes, grâce à des leviers informationnels et autres. Malheureusement, ces méthodes sont souvent utilisées pour encourager et provoquer l'extrémisme, le séparatisme, le nationalisme, la manipulation de la conscience de l'opinion publique et l'ingérence directe dans la politique nationale des Etats souverains.

Il convient de faire clairement la distinction entre la liberté d'expression et l'activité politique normale, d'une part, et l'utilisation des outils illégitimes de puissance douce de l'autre. On ne peut que saluer le travail civilisé des organisations humanitaires et caritatives non gouvernementales. Y compris par leurs critiques actives des autorités en place. Cependant, les activités des «pseudo-ONG» et d'autres organismes ayant pour but de déstabiliser, avec le soutien étranger, la situation dans tel ou tel pays, sont inacceptables.

Je veux parler des cas où l'activité d'une organisation non gouvernementale n'était pas motivée par les intérêts (et les ressources) des groupes sociaux locaux, mais était financée et entretenue par des forces extérieures. A l'heure actuelle, il existe dans le monde de nombreux «agents d'influence» des grandes puissances, des alliances et des corporations. Lorsqu'ils agissent ouvertement, il s'agit simplement d'une des formes de lobbyisme civilisé. La Russie dispose également de telles institutions – l'agence fédérale Rosstrudnitchestvo, la fondation Rousski mir (Monde russe), ainsi que nos principales universités, qui élargissent la recherche d'étudiants talentueux à l'étranger.

Mais la Russie n'utilise pas les ONG nationales d'autres pays et ne finance pas ces ONG et les organisations politiques étrangères afin de promouvoir ses propres intérêts. La Chine, l'Inde et le Brésil ne le font pas non plus. Selon nous, l'influence sur la politique nationale et sur l'opinion publique dans d'autres pays doit être exclusivement ouverte. De cette façon, les acteurs agiront de manière la plus responsable possible.

#### Nouveaux défis et nouveaux dangers

L'Iran se trouve actuellement sous les feux des projecteurs. Evidemment, la Russie est préoccupée par la menace croissante du lancement d'une opération militaire contre ce pays. Si cela se produisait, les conséquences seraient vraiment désastreuses. Il est impossible d'imaginer leur véritable ampleur.

Je suis convaincu que ce problème doit être réglé uniquement de manière pacifique. Nous proposons de reconnaître le droit de l'Iran de développer son programme nucléaire civil, y compris le droit de produire de l'uranium enrichi. Mais il faut le faire moyennant le placement de toute l'activité nucléaire iranienne sous le contrôle minutieux et fiable de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Si cela fonctionne, on pourra lever toutes les sanctions contre l'Iran, y compris unilatérales. L'Occident s'est laissé emporter par sa tendance à vouloir châtier certains pays. A la moindre contrariété, il engage des sanctions, voire lance une opération militaire. Je voudrais rappeler que nous ne sommes plus au XIX<sup>e</sup> ni même au XX<sup>e</sup> siècle.

La situation autour du problème nucléaire nord-coréen est tout aussi sérieuse. En faisant une entorse au régime de non prolifération, Pyongyang exige ouvertement le droit de dis-

poser du nucléaire militaire et a déjà réalisé deux essais nucléaires. Le statut nucléaire de la Corée du Nord est inacceptable pour nous. Nous sommes toujours en faveur de la dénucléarisation de la péninsule coréenne, par des moyens exclusivement politiques et diplomatiques, et nous appelons au rétablissement des négociations à six.

Cependant, de toute évidence, tous nos partenaires ne partagent pas cette approche. Je suis convaincu qu'il faut être particulièrement prudent à l'heure actuelle. Les tentatives pour tester la résistance du nouveau dirigeant nord-coréen, ce qui provoquerait des contre-mesures irréflechies, sont inadmissibles.

Rappelons que la Russie et la Corée du Nord ont une frontière commune, et, comme nous le savons, on ne choisit pas ses voisins. Nous poursuivons un dialogue actif avec le gouvernement de ce pays et le développement des relations conviviales, tout en incitant Pyongyang à régler le problème nucléaire. Ce serait évidemment plus facile si l'atmosphère de confiance mutuelle se renforçait sur la péninsule et si le dialogue inter-coréen se rétablissait.

«Le trafic de stupéfiants est devenu l'une des principales menaces, il sape le fond génétique des nations tout entières, crée un milieu prospère pour la corruption et le crime et conduit à la déstabilisation de la situation en Afghanistan même. Il est à noter que non seulement la production de stupéfiants afghans ne se réduit pas, mais que l'année dernière, elle a augmenté de près de 40%. La Russie est la cible d'une véritable agression de l'héroïne, qui inflige un immense préjudice à la santé de nos concitoyens.»

#### La prolifération nucléaire et ceux qui l'encouragent

Dans le contexte des passions déchaînées par les programmes nucléaires de l'Iran et de la Corée du Nord, on commence à réfléchir inévitablement à la manière dont les risques de prolifération de l'armement nucléaire apparaissent, et à ce qui les renforce. On a l'impression que les cas devenus plus fréquents d'ingérence étrangère, brutale et même armée, dans les affaires nationales d'un pays, peuvent inciter tel ou tel régime autoritaire (et pas seulement) à se doter de l'arme nucléaire. En pensant que la possession de cette arme les protégerait. Et ceux qui ne la possèdent pas n'ont qu'à attendre une «intervention humanitaire.»

Que cela nous plaise ou non, l'ingérence étrangère pousse effectivement vers une telle manière de penser. Et c'est la raison pour laquelle le nombre de pays où les technologies nucléaires militaires sont «à portée de main» ne diminue pas, mais augmente. Dans ces conditions, l'importance des zones affranchies d'armes de destruction massive et créées dans différentes parties de la planète s'accroît. A l'initiative de la Russie, une discussion sur les paramètres d'une telle zone au Moyen-Orient a commencé.

Il faut tout faire pour que personne ne soit tenté d'obtenir une arme nucléaire. A cet effet, les combattants de la non prolifération doivent changer eux-mêmes, notamment ceux qui se sont habitués à punir d'autres pays par la force militaire au mépris de la diplomatie. C'était, par exemple, le cas en Irak, dont les problèmes n'ont fait que s'aggraver après une occupation de près de dix ans.

Si on parvenait enfin à éradiquer les motivations qui poussent les Etats à posséder une arme nucléaire, on pourrait alors rendre le régime international de non prolifération véritablement universel et solide grâce aux traités en vigueur. Un tel régime permettrait à tous les pays intéressés de profiter pleinement du nucléaire civil sous le contrôle de l'AIEA.

Cela serait très bénéfique pour la Russie, car nous travaillons activement sur les marchés internationaux, nous construisons de nouvelles centrales nucléaires avec des technologies modernes et sûres, et nous participons à la création de centres internationaux d'enrichissement d'uranium et de banques de combustible nucléaire.

### L'avenir de l'Afghanistan

L'avenir de l'Afghanistan est également préoccupant. Nous avons soutenu l'opération militaire destinée à apporter une aide internationale à ce pays. Mais le contingent militaire international sous l'égide de l'Otan n'a pas rempli la mission assignée. Le danger terroriste et la narcomenace émanant d'Afghanistan demeurent. En annonçant le retrait de leurs troupes de ce pays en 2014, les Etats-Unis créent dans ce pays et les pays voisins des bases militaires sans aucun mandat, sans objectif clairement défini ni durée d'activité annoncée. Bien sûr, cela ne nous convient pas.

La Russie a des intérêts évidents en Afghanistan. Et ces intérêts sont parfaitement légitimes. L'Afghanistan est notre voisin proche, et il est dans notre intérêt que ce pays se développe de manière stable et pacifique. Et surtout qu'il cesse d'être la principale source de la narcomenace. Le trafic de stupéfiants est devenu l'une des principales menaces, il sape le fond génétique des nations tout entières, crée un milieu prospère pour la corruption et le crime et conduit à la déstabilisation de la situation en Afghanistan même. Il est à noter que non seulement la production de stupéfiants afghans ne se réduit pas, mais que l'année dernière, elle a augmenté de près de 40%. La Russie est la cible d'une véritable agression de l'héroïne, qui inflige un immense préjudice à la santé de nos concitoyens.

Etant donné l'ampleur de la menace émanant de la drogue afghane, il n'est possible de lutter contre elle qu'en s'unissant, en s'appuyant sur l'ONU et les organisations régionales – l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective), l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) et la CEI (Communauté des Etats indépendants). Nous sommes prêts à envisager une augmentation significative de la participation de la Russie à l'opération d'aide au peuple afghan. Mais à condition que le contingent international en Afghanistan agisse de manière plus énergique dans notre intérêt également, qu'il s'attelle à la destruction physique des plantations de drogue et des laboratoires clandestins.

Les opérations antidrogue intensifiées en Afghanistan doivent s'accompagner du démantèlement des filières de transport des opiacés sur les marchés extérieurs, de la suppression des flux financiers sponsorisant le trafic de stupéfiants, ainsi que du blocage des fournitures des produits chimiques utilisés pour la fabrication de l'héroïne. L'objectif consiste à mettre en place dans la région un système complexe de sécurité antidrogue. La Russie contribuera réellement à l'unification efficace des efforts de la communauté internationale afin de parvenir à un changement radical dans la lutte contre la narcomenace mondiale.

Il est difficile de faire des pronostics sur l'évolution de la situation en Afghanistan. L'histoire nous enseigne que la présence militaire étrangère ne lui a pas apporté la paix. Seuls les Afghans sont capables de régler leurs propres problèmes. Selon moi, le rôle de la Russie consiste à aider le peuple afghan à créer une économie stable et à améliorer la capacité des forces armées nationales à lutter contre la menace du terrorisme et du trafic de drogue, avec la participation active des pays voisins. Nous ne sommes pas opposés à ce que l'opposition armée, y compris les talibans, se joigne au processus de réconciliation nationale, à condition qu'elle renonce à la violence, reconnaisse la constitution du pays et rompe ses liens avec Al-Qaïda et d'autres organisations terroristes. En principe, j'estime que l'établissement d'un Etat afghan pacifique, stable, indépendant et neutre est tout à fait réalisable.

L'instabilité ancrée pendant des années et des décennies constitue un terreau fertile pour le terrorisme international. Tout le monde reconnaît qu'il s'agit d'un des plus dangereux défis pour la communauté internationale. Je voudrais souligner que les zones de crise qui engendrent les menaces terroristes se trouvent à proximité des frontières russes, bien plus que de nos partenaires européens ou américains. Les Nations Unies ont adopté une Stratégie antiterroriste mondiale, mais on a l'impression que la lutte contre ce mal n'est toujours pas menée selon un plan universel commun et de manière cohérente, mais en réaction aux manifestations les plus aiguës et les plus barbares de la ter-



reur, lorsque l'indignation publique suscitée par des actions provocantes des terroristes atteint son apogée. Le monde civilisé ne doit pas attendre qu'une autre tragédie similaire à celle du 11 septembre 2001 à New York ou de l'école de Beslan se produise pour commencer à agir de manière collective et déterminée.

Toutefois, je suis loin de vouloir nier les résultats obtenus dans la lutte contre le terrorisme international. Ils sont bien tangibles. Ces dernières années, la coopération entre les services de renseignement et les forces de l'ordre de divers pays s'est nettement renforcée. Mais les réserves dans la coopération antiterroriste sont évidentes. Que peut-on dire si jusqu'à présent, une politique de deux poids deux mesures demeure, et qu'en fonction du pays, on perçoit les terroristes différemment, en les considérant comme «mauvais» ou «pas trop mauvais.» Certains n'hésitent pas à utiliser ces derniers dans leur jeu politique, par exemple pour déstabiliser des régimes jugés indésirables.

Je dirais également que toutes les institutions de la société – les médias, les associations religieuses, les ONG, le système d'éducation, la science et les entreprises, doivent être pleinement utilisées dans la prévention du terrorisme. On a besoin d'un dialogue interconfessionnel et, dans un sens plus large, intercivilisationnel. La Russie est un pays multiconfessionnel et nous n'avons jamais connu de guerres religieuses. Nous pourrions apporter notre contribution à la discussion internationale sur ce sujet.

#### Développement du rôle de la région Asie-Pacifique

La Chine, centre crucial de l'économie mondiale, est un voisin de la Russie. Les délibérations sur son futur rôle dans l'économie mondiale et les affaires internationales sont désormais à la mode. L'année dernière, la Chine s'est hissée au deuxième rang dans le monde en termes de PIB, et à court terme, selon les experts internationaux, notamment américains, elle dépassera les Etats-Unis pour cet indice. La puissance globale de la République populaire de Chine augmente également, y compris son aptitude à projeter ses forces dans diverses régions.

Quelle attitude la Russie doit-elle adopter dans le contexte du facteur chinois qui prend rapidement de l'ampleur?

Premièrement, je suis persuadé que la croissance de l'économie chinoise n'est pas une menace mais un défi qui comporte un potentiel colossal de coopération dans le domaine des affaires, ainsi qu'une chance de gonfler les «voiles» de l'économie russe avec le «vent chinois.» La Russie devrait établir plus activement des liens de coopération avec la Chine, en conjuguant les potentiels technologique et industriel des deux pays et en mettant à profit, certes de manière intelligente, le potentiel chinois, aux fins de relance économique de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russes.

«Toutefois, mon idée clé est la suivante: la Russie a besoin d'une Chine prospère et stable, et je suis persuadé que la Chine, à son tour, a besoin d'une Russie forte et florissante.»

Deuxièmement, la politique de la Chine sur l'échiquier mondial n'offre aucun prétexte à accuser Pékin de chercher à dominer la planète. La voix de la Chine est, en effet, de plus en plus audible dans le monde, et la Russie s'en réjouit, car Pékin partage la vision russe de l'ordre mondial équilibré actuellement en gestation. Les deux pays continueront à s'assister mutuellement dans l'arène internationale en réglant conjointement les problèmes aigus à l'échelle régionale et mondiale et en renforçant la coopération au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), du G20, et d'autres organismes multilatéraux.

Enfin, troisièmement, la Russie a réglé tous les problèmes politiques cruciaux dans ses relations avec la Chine, dont le plus important était le litige frontalier. Un mécanisme solide et étayé par des documents juridiquement contraignants a été mis en place dans les relations bilatérales. Les deux gou-

vernements ont atteint un niveau de confiance sans précédent dans leurs rapports. Cela permet à la Russie et à la Chine d'agir dans un esprit de partenariat authentique basé sur le pragmatisme et la prise en compte des intérêts mutuels. L'actuel modèle des relations sino-russes paraît extrêmement prometteur.

Ceci dit, les relations entre la Russie et la Chine ne sont certainement pas dépourvues de problèmes. Des frictions surviennent de temps en temps. Les intérêts commerciaux des deux Etats dans les pays tiers ne coïncident pas toujours, la Russie n'étant pas entièrement satisfaite par la structure des échanges commerciaux et par le niveau peu élevé des investissements mutuels. La Russie se prépare à surveiller de près les flux migratoires en provenance de Chine.

Toutefois, mon idée clé est la suivante: la Russie a besoin d'une Chine prospère et stable, et je suis persuadé que la Chine, à son tour, a besoin d'une Russie forte et florissante.

Un autre géant asiatique, à savoir l'Inde, fait également preuve d'une croissance rapide. La Russie et l'Inde sont traditionnellement liées par les relations d'amitié et les deux gouvernements les qualifient de partenariat stratégique privilégié. Son renforcement sera bénéfique aussi bien à nos deux pays qu'au système polycentrique tout entier en gestation dans le monde.

Nous assistons non seulement à la croissance de la Chine et de l'Inde, mais à l'augmentation du rôle de la région Asie-Pacifique tout entière. Dans ce contexte, de nouvelles perspectives de travail fructueux s'offrent dans le cadre de la présidence russe au sein de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC). En septembre 2012, la Russie accueillera le sommet de l'APEC à Vladivostok, où elle met rapidement en place des infrastructures modernes, ce qui contribuera au développement de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russes et permettra à la Russie de rejoindre les processus dynamiques d'intégration au sein de la «nouvelle Asie.»

#### Transition d'un monde unipolaire à un ordre mondial plus juste

La Russie attache actuellement et continuera à attacher dans le futur une importance prioritaire aux relations avec ses partenaires du groupe BRICS. Cette structure inédite créée en 2006 est la démonstration la plus spectaculaire du passage d'un monde unipolaire à un ordre mondial plus équilibré. Le groupe réunit cinq pays dont la population s'élève à près de trois milliards de personnes, et qui sont dotés des plus importantes économies émergentes, de gigantesques ressources naturelles et de main-d'œuvre, ainsi que de marchés intérieurs colossaux. Après l'adhésion de l'Afrique du Sud, le groupe BRICS a acquis une dimension réellement mondiale, et il génère déjà plus de 25% du PIB de la planète.

Les pays membres du groupe sont en train de s'habituer à travailler ensemble au sein de cette structure et de s'adapter les uns aux autres. Il s'agit, notamment, de mettre en place une meilleure coordination en matière de politique internationale et de coopérer plus étroitement au sein de l'ONU. Toutefois, après avoir atteint sa vitesse de croisière, le BRICS, fort de ses cinq membres, exercera une influence extrêmement perceptible sur l'économie et la politique mondiales.

Ces dernières années, la diplomatie et le milieu des affaires russes ont commencé à attacher une plus grande importance au développement de la coopération avec les pays asiatiques, latino-américains et africains. Dans ces régions, la Russie bénéficie toujours d'une sympathie sincère. J'estime que l'un des objectifs de la prochaine période sera l'intensification de la coopération commerciale et économique entre la Russie et ces pays, ainsi que la mise en œuvre de projets conjoints dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures, des investissements, des sciences et technologies, des banques et du tourisme.

#### Réforme à long terme de l'architecture financière et économique mondiale

Le rôle croissant des régions susmentionnées dans le système démocratique de gestion de l'économie et des finances mondiales se reflète dans l'activité du G20. J'estime que ce groupe deviendra prochainement un instrument stratégiquement important, non seu-

lement de gestion en période de crise, mais également de réformes à long terme de l'architecture financière et économique de la planète. La Russie présidera le G20 en 2013. Certes, le pays devrait profiter de sa présidence pour améliorer, entre autres, l'interaction entre le G20 et d'autres structures multilatérales, notamment avec le G8 et bien sûr l'ONU.

#### Le facteur européen

La Russie est une partie intégrante et organique de la Grande Europe, de la civilisation européenne au sens large du terme. Les citoyens russes se considèrent comme des Européens. Nous sommes loin d'être indifférents à l'évolution de l'Union européenne.

C'est la raison pour laquelle la Russie initie la transformation de l'espace situé entre les océans Atlantique et Pacifique en une entité économique et humanitaire unifiée que les experts russes qualifient d'Union de l'Europe et qui renforcera davantage les moyens et les positions de la Russie dans le cadre de son revirement économique vers l'Asie nouvelle.»

Dans le contexte de l'essor de la Chine, de l'Inde et d'autres économies émergentes, les chocs financiers et économiques qui secouent l'Europe, auparavant oasis de stabilité et d'ordre, ne nous laissent pas indifférents. La crise de la zone euro concerne forcément la Russie, étant donné avant tout que l'Union européenne est le plus grand partenaire économique et commercial de notre pays. Il est évident que la situation en Europe est largement déterminante pour les perspectives de développement du système économique mondial dans son ensemble.

La Russie a activement rejoint les mesures internationales visant à soutenir les économies européennes en difficulté, elle participe constamment à la prise de décisions collectives au sein du Fonds monétaire international (FMI). La Russie n'exclut pas en principe la possibilité d'offrir, dans certains cas, une aide financière directe.

Néanmoins, j'estime que les injections financières en provenance de l'étranger ne peuvent constituer qu'une solution partielle. Le règlement intégral du problème nécessite des mesures énergiques systémiques. Les dirigeants européens sont confrontés à la nécessité de mettre en œuvre des réformes d'envergure visant à remanier foncièrement plusieurs mécanismes financiers et économiques destinés à assurer une véritable discipline budgétaire. La Russie a intérêt à avoir affaire à une Union européenne forte, correspondant à la vision de l'Allemagne et de la France, car nous souhaiterions concrétiser le puissant potentiel de partenariat entre la Russie et l'UE.

#### Création d'une zone de libre-échange et progrès de l'intégration économique

L'interaction actuelle de la Russie avec l'Union européenne n'est tout de même pas à la hauteur des défis mondiaux, avant tout sur le plan du renforcement de la compétitivité de notre continent commun. Je suggère de nouveau qu'un effort soit fait afin de créer une communauté harmonieuse d'économies entre Lisbonne et Vladivostok. Et à terme, il s'agit de créer une zone de libre-échange, voire des mécanismes encore plus sophistiqués d'intégration économique. Cela nous permettrait de bénéficier d'un marché commun continental se chiffrant à plusieurs milliers de milliards d'euros. Se trouve-t-il des gens pour douter que ce serait une excellente idée et que cela correspondrait aux intérêts des Russes et des Européens?

Une coopération plus étroite dans le secteur de l'énergie, allant jusqu'à la création d'un complexe énergétique unifié de l'Europe, est un autre sujet de réflexion. Les étapes importantes visant à atteindre cet objectif sont la construction des gazoducs Nord Stream via la mer Baltique et South Stream via la mer Noire. Les deux projets ont bénéficié du soutien de plusieurs gouvernements, et les plus importantes sociétés énergétiques européennes y participent. Après la mise en exploitation intégrale de ces gazoducs, l'Europe disposera d'un système d'approvisionnement en gaz fiable, flexible et indépendant des caprices politiques de qui que ce soit. Ce sera une contribution réelle et non pas factice à la sécurité énergétique du continent. Or, ce problème revêt une impor-

tance particulière étant donné la décision de certains pays européens de réduire ou de renoncer totalement à l'énergie nucléaire.

Force m'est de déclarer franchement que le Troisième paquet énergie, dont la Commission européenne a assuré le lobbying et qui vise à évincer du marché les entreprises russes intégrées, ne contribue pas au renforcement de nos relations. Qui plus est, étant donné la déstabilisation accrue des fournisseurs d'hydrocarbures autres que la Russie, il exacerbe les risques systémiques menaçant le secteur énergétique européen et constitue un obstacle aux investissements potentiels dans de nouveaux projets d'infrastructure. De nombreux politiques européens qui s'entretiennent avec moi se montrent critiques envers le paquet. Il s'agit d'avoir le courage d'éliminer cet obstacle du chemin de notre coopération mutuellement avantageuse.

J'estime qu'un partenariat authentique entre la Russie et l'Union européenne est impossible sans l'abolition des barrières qui entravent les contacts humains et économiques, avant tout celle du régime des visas. L'introduction d'un régime sans visas donnerait une puissante impulsion à une véritable intégration de la Russie et de l'Union européenne, elle permettrait d'élargir les contacts culturels et d'affaires, avant tout entre les petites et moyennes entreprises. La menace pour l'Europe d'un afflux de prétendus immigrés économiques en provenance de Russie relève largement de l'imagination. Les Russes ont l'occasion d'exploiter leur savoir-faire professionnel dans leur patrie, et l'éventail de ces possibilités ne fait que s'élargir.

En décembre 2011, la Russie s'est concertée avec l'Union européenne pour élaborer des mesures conjointes visant à établir un régime sans visas. Elles peuvent et doivent être appliquées sans tergiverser. Mon intention est de continuer à me consacrer à ce problème de la manière la plus active.

#### Relations entre la Russie et les Etats-Unis

Ces dernières années, un grand effort a été réalisé afin de développer les relations entre la Russie et les Etats-Unis. Toutefois, la matrice de ces relations n'a pas toujours été radicalement transformée et elles continuent de connaître des hauts et des bas. Une telle instabilité dans le partenariat entre la Russie et les Etats-Unis est due, en partie, à la pérennité

«La compréhension mutuelle entre les deux pays ne s'améliore pas non plus étant donné les efforts réguliers des Etats-Unis pour procéder à une «ingénierie politique», notamment dans des régions traditionnellement importantes pour la Russie et également au cours des campagnes électorales russes.»

de certains stéréotypes et phobies. La façon dont la Russie est perçue par le Congrès américain est particulièrement révélatrice. Toutefois, le problème crucial réside dans le fait que le dialogue et la coopération bilatéraux ne s'appuient pas sur une base économique solide. Les échanges commerciaux sont loin d'être à la hauteur du potentiel des économies russes et américaines. Il en est de même pour les investissements bilatéraux. Ainsi la toile protectrice qui éviterait à nos relations des oscillations conjoncturelles n'a toujours pas été tissée. Il s'agit de la créer.

La compréhension mutuelle entre les deux pays ne s'améliore pas non plus étant donné les efforts réguliers des Etats-Unis pour procéder à une «ingénierie politique», notamment dans des régions traditionnellement importantes pour la Russie et également au cours des campagnes électorales russes.

Je répète que l'initiative américaine de créer l'ABM européen suscite une préoccupation de notre part tout à fait légitime. Pourquoi la Russie est-elle plus alarmée que les autres pays? Le fait est que l'ABM européen influe sur les forces stratégiques de dissuasion nucléaire, dont seule la Russie dispose dans ce théâtre, ce qui compromet l'équilibre militaire et politique peaufiné pendant des décennies.

Le lien indissoluble entre l'ABM et les armes stratégiques offensives est con-



## «La Russie et l'évolution du monde»

suite de la page 11

créé par le nouveau traité de réduction des armes nucléaires START signé en 2010. Le traité est entré en vigueur et il se montre efficace. C'est un résultat crucial en matière de politique internationale. La Russie est prête à examiner divers éléments susceptibles de constituer l'agenda russo-américain en matière de contrôle des armes pour la prochaine période. La règle immuable dans ce domaine est le respect du rapport de forces et l'abandon des tentatives d'utiliser les pourparlers afin de s'assurer des avantages unilatéraux.

Qu'il me soit permis de rappeler que dès 2007 j'ai proposé au président *George W. Bush* à Kennebunkport de régler le problème de l'ABM. Si elle avait été adoptée, mon initiative aurait modifié la nature traditionnelle des relations russo-américaines et aurait donné une impulsion positive au processus. Qui plus est, en réalisant à l'époque un progrès dans le domaine de l'ABM, nous aurions littéralement ouvert la voie à la création d'un modèle foncièrement nouveau de coopération, proche d'une alliance, notamment dans plusieurs autres domaines sensibles.

Cela ne s'est pas produit. Il serait certainement utile de réexaminer l'enregistrement des pourparlers à Kennebunkport. Ces dernières années, le gouvernement russe a également avancé d'autres initiatives visant à trouver un terrain d'entente dans le domaine de l'ABM. Toutes ces propositions restent en vigueur.

Quoi qu'il en soit, nous ne voudrions pas mettre une croix sur la recherche de compromis dans le règlement du problème de l'ABM. Nous souhaiterions éviter que le système américain soit déployé à une telle échelle que cela rendrait nécessaire la mise en œuvre des mesures de rétorsion que la Russie a rendues publiques.

Récemment, j'ai eu un entretien avec *M. Kissinger*. Nous nous voyons régulièrement. Et je partage entièrement l'opinion de ce véritable professionnel, selon lequel une coopération étroite et empreinte de confiance entre Moscou et Washington est particulièrement requise au moment où le monde traverse des périodes turbulentes.

Globalement, la Russie était prête à fournir un effort réellement important afin de développer ses relations avec les Etats-Unis et de réaliser un progrès qualitatif, à condition toutefois que les Américains appliquent dans la pratique le principe du partenariat équitable et mutuellement respectueux.

### Diplomatie commerciale

En décembre 2011, la Russie a adhéré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) au terme d'une épopée longue de plusieurs années. J'aimerais faire remarquer qu'à l'étape finale de ce processus, l'administration de *Barack Obama* et les dirigeants de plusieurs puissances européennes ont apporté une contribution active à la finalisation des accords.

En toute honnêteté, ce processus long et ardu nous a souvent donné envie de «claquer la porte» et de tout abandonner. Toutefois, la Russie n'a pas cédé aux émotions. Au final, notre pays a obtenu des compromis avantageux: les intérêts des producteurs industriels et agricoles russes ont été respectés dans l'attente d'une concurrence accrue de la part des entreprises étrangères. Les acteurs économiques russes bénéficieront de nouvelles possibilités considérables pour accéder au marché mondial et pouvoir y protéger leurs droits de manière civilisée. Pour moi, c'est cela qui constitue le principal résultat et non pas le fait symbolique de l'adhésion de la Russie au «club» mondial du commerce.

La Russie respectera les normes de l'OMC, au même titre que tous ses autres engagements internationaux. Je compte sur un respect similaire des règles du jeu de la part de nos partenaires. Qu'il me soit permis de faire remarquer en passant que nous avons déjà intégré les principes de l'OMC sur la base juridique de l'Espace économique commun regroupant la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan.

En analysant notre façon de promouvoir les intérêts économiques russes sur l'échiquier mondial, on se rend compte que nous en sommes encore à l'étape de l'apprentissage

pour le faire de manière systémique et cohérente. Contrairement à nos divers partenaires occidentaux, nous ne possédons pas encore la technique pour promouvoir correctement les mesures profitables aux entreprises russes sur les plateformes où s'effectuent les échanges commerciaux internationaux.

«Il ne faut pas non plus oublier que face à la concurrence déloyale, la Russie est à même de réagir de manière symétrique.»

Or, il nous incombe la tâche de résoudre des problèmes cruciaux dans ce domaine en tenant compte du fait que le développement innovateur revêt une importance prioritaire pour la Russie. Il s'agit de garantir à la Russie des positions équitables dans le système actuel des relations économiques mondiales et de réduire au minimum les risques inhérents à l'intégration du pays à l'économie mondiale, notamment dans le contexte de l'adhésion mentionnée à l'OMC et de l'adhésion imminente de la Russie à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

### Créer l'égalité des droits en matière de commerce

La condition sine qua non est un accès plus libre et non-discriminatoire de la Russie aux marchés extérieurs. Actuellement on ne prend pas de gants à l'étranger avec les acteurs économiques russes. Ils sont confrontés à des mesures restrictives de nature commerciale et politique, on érige des barrières qui désavantagent les entreprises russes dans la concurrence.

Il en est de même en ce qui concerne les investissements. La Russie cherche à attirer des capitaux étrangers dans son économie en leur ouvrant les secteurs les plus intéressants et en leur offrant de véritables «morceaux de choix», notamment dans le secteur de l'énergie et des hydrocarbures. Or, les investisseurs russes ne sont pas choyés à l'étranger, voire sont souvent ostensiblement repoussés.

Les exemples sont légion. Il suffit de rappeler l'histoire de l'allemand Opel que les investisseurs russes n'ont finalement pas pu acquérir, même en dépit de l'approbation de la transaction par le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et de la réaction positive des syndicats allemands. Il y a également des cas scandaleux où les entreprises russes se voient refuser la jouissance des droits d'investisseur après avoir investi des sommes considérables dans des actifs à l'étranger. Ces exemples sont particulièrement fréquents en Europe centrale et de l'Est.

Tout cela nous inspire l'idée de la nécessité de renforcer l'accompagnement politique et diplomatique des entreprises russes sur les marchés extérieurs et d'accorder un soutien plus massif à nos projets d'envergure et revêtant une importance symbolique. Il ne faut pas non plus oublier que face à la concurrence déloyale, la Russie est à même de réagir de manière symétrique.

Le gouvernement et les associations des milieux d'affaires russes devraient coordonner plus précisément leurs efforts dans l'arène internationale, mieux promouvoir les intérêts des entreprises russes et les assister dans l'implantation sur de nouveaux marchés.

### La Fédération de Russie est l'Etat le plus vaste au sous-sol le plus riche

J'aimerais également attirer l'attention sur un fait important qui détermine largement le rôle et la place de la Russie dans le rapport de forces politiques et économiques actuel et futur au niveau international. Il s'agit du territoire immense de notre pays. Il ne correspond certes plus à un sixième des terres émergées, néanmoins la Fédération de Russie reste l'Etat le plus étendu et doté de ressources richissimes sans égales au monde. Je ne parle pas seulement du pétrole et du gaz mais également des forêts, des terres agricoles et des réserves d'eau douce pure.

Autrement dit, le territoire russe est la source de la force potentielle de la Russie. Auparavant, l'étendue immense du territoire russe assurait principalement la protection de la Russie contre les invasions étrangères. Aujourd'hui, en appliquant une stratégie économique judicieuse, elle pourrait devenir la

base cruciale pour augmenter la compétitivité du pays.

J'aimerais évoquer notamment la pénurie d'eau douce qui s'aggrave rapidement dans le monde. On peut prévoir à court terme le déclenchement d'une compétition géopolitique pour les ressources aquatiques et pour la possibilité de fabriquer des produits nécessitant une grande consommation d'eau. La Russie obtient ainsi un atout majeur. Or, elle est consciente de la nécessité de gérer cette richesse avec parcimonie et en faisant des calculs stratégiques.

### Soutien des Russes et de la culture russe à l'étranger

Le respect de sa patrie est notamment conditionné par l'aptitude de cette dernière à protéger ses citoyens et les personnes appartenant à la même ethnie à l'étranger. Il est important de ne jamais oublier les intérêts des millions de Russes vivant à l'étranger ou se rendant dans d'autres pays en congé ou en mission. Je voudrais souligner que le ministère russe des Affaires étrangères, ainsi que toutes les missions diplomatiques et consulaires sont tenues de fournir une aide et une assistance réelle aux Russes 24 heures sur 24. Les diplomates doivent réagir immédiatement, sans attendre que les médias ne tirent la sonnette d'alarme, aux collisions survenant entre nos citoyens et les autorités locales, ainsi qu'aux incidents et aux accidents de transport.

Nous agissons avec la plus grande détermination afin d'obtenir que les gouvernements letton et estonien mettent en œuvre les nombreuses recommandations des plus importantes organisations internationales relatives au respect des droits généralement reconnus des minorités ethniques. L'infâme statut de «non-citoyen» est inacceptable. Comment peut-on d'ailleurs accepter le fait qu'un Letton sur six et un Estonien sur treize soient des «non-citoyens» dépourvus des droits politiques, électoraux, sociaux et politiques fondamentaux, ainsi que de la possibilité d'utiliser librement la langue russe.

Prenons à titre d'exemple le référendum qui s'est tenu tout récemment en Lettonie et portant sur le statut de la langue russe. Il a de nouveau clairement montré à la communauté mondiale l'acuité du problème. Le fait est que plus de 300 000 «non-citoyens» se sont de nouveau vu refuser le droit de participer au vote. Et le refus de la Commission électorale centrale de Lettonie d'accorder à la Chambre sociale russe le statut d'observateur au référendum est absolument révoltant. Or, les organisations internationales chargées de faire respecter les normes démocratiques généralement reconnues semblent se murer dans leur silence.

Globalement, la façon dont la problématique relative aux droits de l'homme est exploitée dans le contexte des relations internationales est peu susceptible de satisfaire la Russie. Premièrement, les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux cherchent à monopoliser la protection des droits de l'homme, la politiser intégralement et en faire un moyen de pression. Parallèlement, ils ne tolèrent pas les critiques à leur égard et y réagissent d'une manière extrêmement maladroite. Deuxièmement, le choix d'objets de monitoring par les défenseurs des droits de l'homme est sélectif. Au lieu d'appliquer des critères universels, les Etats qui ont «privatisé» ce dossier, agissent à leur guise.

La Russie se sent victime de la partialité, du parti pris et de l'agressivité des critiques malintentionnées dont elle est l'objet et qui dépassent parfois toutes les bornes. Les critiques justifiées des défauts ne peuvent qu'être saluées et donner lieu à des conclusions adéquates. Or, face aux critiques infondées, qui s'abattent vague après vague et visent à manipuler systématiquement l'attitude des citoyens des pays en question envers la Russie, ainsi qu'influencer directement la situation politique en Russie, on se rend compte que ces efforts ne sont pas motivés par des principes démocratiques de la plus haute moralité.

Le domaine des droits de l'homme ne doit être monopolisé par personne. La Russie est une jeune démocratie, et elle se montre souvent excessivement modeste en ménageant l'amour-propre de ses partenaires aguerris. Or, la Russie a son mot à dire: nul n'est parfait quant au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les démocraties bien établies commettent également des

violations sérieuses dans ce domaine, et il ne faut pas les passer sous silence. Certes, il ne s'agit pas d'échanger tout bêtement des accusations insultantes, sachant que toutes les parties profitent d'une discussion constructive des problèmes relatifs aux droits de l'homme.

Fin 2011, le ministère russe des Affaires étrangères a publié son premier rapport sur la situation des droits de l'homme dans certains pays du monde. J'estime que cette activité devrait s'intensifier, notamment afin de contribuer à une coopération plus large et équitable dans la totalité du secteur des problèmes humanitaires et à la promotion des principes fondamentaux de la démocratie et des droits de l'homme.

«Il ne s'agit pas d'un empire mais d'une expansion culturelle. Ce ne sont pas les canons, ni l'importation de régimes politiques mais l'exportation de l'enseignement et de la culture qui contribueront à la création d'un cadre favorable aux produits, aux services et aux idées russes.»

A ce propos, les faits mentionnés ne sont qu'une partie de l'accompagnement informationnel et propagandiste des activités internationales et diplomatiques de la Russie et de la création d'une image objective de la Russie à l'étranger. Force nous est de reconnaître que nos succès en la matière ne sont pas nombreux. Nous sommes souvent battus sur le terrain informationnel. C'est un problème à part entière et à plusieurs facettes auquel il s'agit de se consacrer sérieusement.

### Le progrès culturel plutôt que les bombes et les régimes importés

La Russie est l'héritière d'une grande culture reconnue aussi bien en Occident qu'en Orient. Mais nos investissements dans les industries culturelles et dans leur promotion sur le marché mondial restent encore très faibles. La renaissance de l'intérêt mondial envers le domaine culturel et celui des idées qui se traduit par l'implication des sociétés et des économies dans le réseau mondial d'information offre des opportunités supplémentaires à la Russie, dotée de talents confirmés dans la production des valeurs culturelles.

La Russie est non seulement à même de conserver sa culture mais de l'utiliser en tant que facteur puissant de promotion sur les marchés mondiaux. L'espace russophone englobe pratiquement tous les pays de l'ex-URSS et une partie significative de l'Europe de l'Est. Il ne s'agit pas d'un empire mais d'une expansion culturelle. Ce ne sont pas les canons, ni l'importation de régimes politiques mais l'exportation de l'enseignement et de la culture qui contribueront à la création d'un cadre favorable aux produits, aux services et aux idées russes.

La Russie doit renforcer de plusieurs crans sa présence dans le monde en matière d'enseignement et de culture et l'augmenter tout particulièrement dans les pays où une partie de la population parle ou comprend le russe.

Il est nécessaire de discuter sérieusement de la manière la plus efficace d'améliorer la perception objective de la Russie grâce à l'organisation dans notre pays d'importants événements internationaux, à savoir du sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) en 2012, des sommets du G20 et du G8 en 2013 et 2014, de l'Universiade de 2013 à Kazan, des Jeux olympiques d'hiver de 2014, ainsi que des Coupes du monde de hockey sur glace et de football de 2016 et de 2018.

\*\*\*

La Russie est disposée à continuer d'assurer sa sécurité et de faire respecter ses intérêts nationaux par le biais de sa participation la plus active et la plus constructive à la politique mondiale et au règlement des problèmes mondiaux et régionaux. Notre pays reste ouvert à une coopération sérieuse et mutuellement avantageuse, ainsi qu'au dialogue avec tous ses partenaires étrangers. Nous nous employons à comprendre et à prendre en compte les intérêts de nos partenaires, mais nous les prions de respecter également les nôtres. ●

Source: [fr.rian.ru/discussion/20120227/193517992.html](http://fr.rian.ru/discussion/20120227/193517992.html) du 27/2/12